

LA SEMAINE

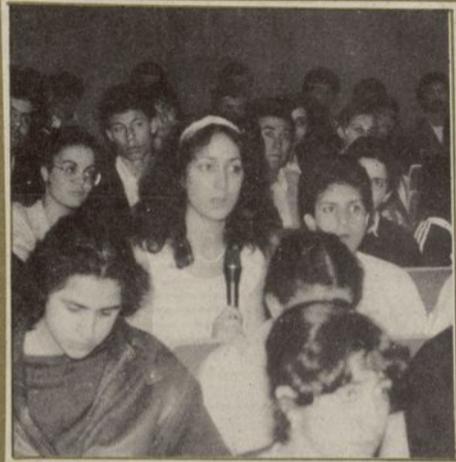
ORGANE DE
L'AMICALE
DES ALGERIENS
EN EUROPE

de l'émigration

N 3087-134-5 F

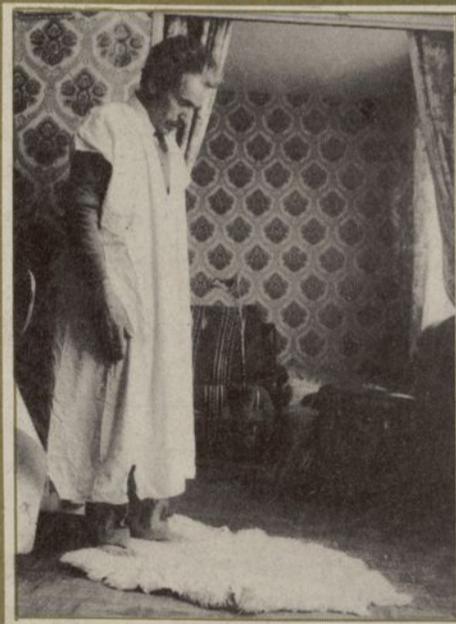
n° 134 du 29 mai 1985 Hebdomadaire 5 F (Algérie 3DA)

MES-AAE



**LES ETUDES
AU PAYS**

RAMADHAN



**JEUNER
AU QUOTIDIEN**

POLISARIO

**12 ANS
DE LUTTE**

SERVICE NATIONAL



L'ECOLE DES BATISSEURS



• Commission paritaire n° 64700

■ **Organe de l'Amicale des Algériens en Europe Hebdomadaire**

■ **Directeur de la publication**
Abdelkrim SOUICI

■ **Rédaction - Administration**
3, rue Joseph-Sansbœuf
75008 Paris
Tél. : 387.35.09
Compte banque U.M.B. Paris
n° 0066 401 4007

■ **Bureau d'Alger**
Centre d'information de l'émigration
36, rue Asselah Hocine
Alger
CCP : 30 20 Alger

■ **Cadet Photocomposition**
9, rue Cadet - 75009 Paris
Imprimerie d'ETC
76190 - Yvetot

■ Nos abonnements sont payables à la commande sur la base des tarifs indiqués ci-dessous, et libellés exclusivement en Dinars algériens, ou Francs français,

■ Algérie :	
Un an :	115 DA
Six mois :	60 DA
■ France et autres pays :	
Un an :	190 FF
Six mois :	100 FF

Une réduction de 50 % est consentie, sur les abonnements, aux jeunes de moins de 25 ans et aux étudiants.

■ Pour tout changement d'adresse, nous prions nos abonnés de nous informer une semaine à l'avance, en nous joignant la dernière bande d'envoi.

■ Les documents reçus à notre rédaction, ne peuvent être réclamés par leur expéditeur. Leur envoi implique l'accord de l'auteur pour leur libre publication.

Agence (textes, photos) : APS

n° 134 du 29 mai 1985

EDITORIAL

Liban : l'initiative algérienne 3

ACTUALITE

Tournée de la délégation de l'enseignement supérieur ... 4-6

EMIGRATION

Les multiples facettes du racisme 7
Les activités des régions 8-9
Jeunesse sportive algérienne de Tourcoing 10-11

EN COUVERTURE

Service national : l'école des bâtisseurs 12-17

RAMADHAN

« La piété est le résultat attendu du jeûne » 18-19
Activités de l'Institut musulman 19
Jeûner au quotidien 20

DEVELOPPEMENT

FIDA : la provocation américaine 21

ALGERIE

Incendies de forêts 22
A travers les wilayas 23

MONDE

Polisario : 12 ans de lutte pour la liberté 24
Liban : les mensonges de l'Occident 25

CULTURE

« Le miroir » de Hamdan Khodja 26-27
Jamal Khe : le chanteur se fait héraut 28-29
Cannes côté cinéma 30
Keltoum : « mère courage... » 31

Abonnez-vous

LA SEMAINE

ORGANE DE
L'AMICALE
DES ALGERIENS
EN EUROPE

de l'émigration

LIBAN : L'initiative algérienne

LA longue tragédie des Palestiniens au Liban enregistre une nouvelle page de sang et d'horreur. Sous le feu croisé des miliciens chiïtes du mouvement Amal et des chars de la sixième brigade libanaise, les réfugiés palestiniens des camps de Sabra, Chatila et Bordj Al Barajneh sont victimes d'une véritable opération d'extermination.

Malgré la disproportion des forces, les combattants palestiniens résistent avec la dernière énergie, au prix de plusieurs centaines de morts. Sabra et Chatila seraient déjà sous contrôle des agresseurs, tandis que Bordj Al Barajneh tient encore. Mais jusqu'à quand ?...

CETTE tentative de liquidation de la résistance palestinienne au Liban — on ne peut la qualifier autrement — est d'autant plus inexplicable qu'elle émane d'une formation traditionnellement alliée des Palestiniens. On ne comprend pas l'acharnement et les motivations qui ont conduit le mouvement Amal, que dirige Nabih Berri, à entreprendre une opération qui réédite l'horreur de l'agression israélo-phalangiste contre Sabra et Chatila de septembre 1982.

On ne comprend pas davantage les raisons de ce sanglant et fraticide affrontement qui affaiblit, tout autant, agresseur et agressé, au plus grand profit de l'ennemi commun israélien. On ne comprend pas, non plus, la passivité environnante face à ce drame, en particulier à Beyrouth et Damas et dans d'autres capitales arabes.

DEVANT cette tragédie qui menace d'affaiblir gravement la Résistance palestinienne, en particulier, et la Cause arabe, en général, l'Algérie ne pouvait demeurer indifférente. La Direction politique de notre pays n'a pas manqué, en conséquence, de prendre toutes initiatives utiles, en vue de ramener les parties en conflit à la raison et à la réconciliation, dans l'esprit « du dialogue responsable et fraternel ».

L'AMBASSADEUR du Liban ainsi que le représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine et le chargé d'affaires de la Syrie à Alger ont été convoqués au ministère des affaires étrangères où leur ont été exprimées les « vives préoccupations » de notre gouvernement face « aux tragiques développements » et « aux affrontements fratricides » de Beyrouth. Dans le même temps, le Parti du F.L.N. a dépêché à Beyrouth un envoyé spécial. M. Sadek Zouaten, membre du secrétariat permanent du Comité central du F.L.N. est chargé de prendre contact « avec toutes les parties » afin de faire cesser « l'effusion de sang » et de rechercher « des solutions pacifiques aux problèmes posés ».

CETTE initiative de l'Algérie ne peut guère surprendre. Elle s'inscrit dans la ligne de notre Révolution et s'inspire des principes que la Direction politique met en œuvre en matière de politique étrangère avec les pays frères et amis. Elle est l'expression du souci constant de l'Algérie de privilégier le dialogue et la concertation pour rechercher la solution aux malentendus et autres différends.

L'ALGERIE a, donc, tout naturellement offert ses services et fait part de sa « disponibilité » pour œuvrer à la recherche d'une solution pacifique de ce nouveau drame de Beyrouth qui « concerne » la Nation arabe « dans son ensemble ».

Cette attitude honore notre pays, notre peuple et notre Révolution. Elle constitue la preuve — encore une — de l'engagement de l'Algérie au service de la Cause arabe. Elle est à rapprocher d'initiatives, s'inspirant du même esprit, qui ont eu pour théâtre le Maghreb, l'Afrique ou le Moyen-Orient. Puisse-t-elle aboutir heureusement.



TOURNEE DE LA DELEGATION
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

LES ETUDES au pays

**La délégation du M.E.S. a rencontré
des jeunes lycéennes et lycéens,
en même temps que leurs parents,
vivement intéressés par la perspective d'un retour au pays
aux fins d'y parachever leurs études universitaires.**

CONFORMEMENT à la convention de collaboration et d'échanges signée en avril 1983 entre l'Amicale des Algériens en Europe et le Ministère de l'Enseignement supérieur, une délégation conduite par M. Lakhdar Guenaizia, directeur des affaires sociales et culturelles, a effectué une tournée d'explication et de sensibilisation dans plusieurs régions de notre Organisation.

C'est ainsi qu'à Bruxelles (région Nord), à Mulhouse (région Est) ou encore à Grenoble (région Centre), la délégation du M.E.S. a eu l'occasion de rencontrer les

jeunes lycéennes et lycéens en même temps que leurs parents, vivement intéressés par la perspective d'un retour au pays aux fins d'y parachever les études universitaires.

Le débat que les responsables du ministère de l'enseignement supérieur ont engagé, à chacune de leurs rencontres, aura sans nul doute valu par sa richesse, sa diversité et même sa fécondité dans la mesure où, partout, l'assistance — en particulier les jeunes qui sont directement concernés — avait une multitude d'interrogations à formuler.

Tout d'abord, il y avait les préoccupations afférentes aux conditions d'accueil et de séjour. Si la majorité des participants à ces réunions, notamment ceux du Centre culturel à Paris, venus très nombreux, il convient de le préciser, avait pour préoccupation majeure les problèmes d'inscription, de scolarité, d'équivalences, de contrôle et de suivi, il y a eu, malgré tout, une proportion non négligeable qui s'est intéressée aux aspects socio-culturels du retour.

M. Lakhdar Guenaizia et ses collaborateurs ont apporté des réponses brèves et précises à cet ensemble de questions relatives à la nature et au rôle du Bureau Central des étudiants enfants de travailleurs résidant à l'étranger, au bureau des universités, aux diverses mesures concernant l'hébergement en cités universitaires, la bourse, le remboursement

du billet d'avion et autres frais occasionnés par le déplacement vers l'établissement d'inscription, le titre de transport gratuit à chaque fin d'année pour rendre visite à sa famille, et enfin le bénéfice des avantages traditionnels (transports du COUS, restaurants et foyers universitaires, activités culturelles et sportives etc.)

PLUSIEURS MOYENS D'INFORMATION

Parmi les mesures, ou plus exactement les attributions du Bureau Central, devait indiquer le directeur de la DASC, il y a la nécessité initiale d'assurer l'information la plus large possible des candidats, de répondre à chaque sollicitation, notamment écrite, d'entreprendre, dès confirmation de la candidature, les modalités de pré-inscription, d'octroi de la chambre en cité universitaire ainsi que de la bourse, de procéder à l'établissement des titres de transports prévus par la réglementation etc.

Prolongement, à un niveau décentralisé, du bureau central, le bureau d'université a été mis en place voici deux ans dans chacun des établissements où le nombre d'étudiants enfants de familles résidant à l'étranger s'avère conséquent. Ce bureau a les mêmes attributions que le Bureau central.

Comme lors des campagnes précédentes, a souligné

◀ Une lycéenne : comment faire pour l'équivalence ?



De gauche à droite MM. Mokrane (Centre Culturel), Rameche (inspecteur général des œuvres universitaires) Guenaizia (directeur de la DASC), Addour (sous-directeur des bourses nationales) et Bouchedda (membre du Bureau exécutif de l'AAE, responsable de l'Information).

Maamar Boukerrou

TOURNEE DE LA DELEGATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

LES ETUDES au pays

La délégation du M.E.S. a rencontré des jeunes lycéennes et lycéens, en même temps que leurs parents, vivement intéressés par la perspective d'un retour au pays aux fins d'y parachever leurs études universitaires.

CONFORMEMENT à la convention de collaboration et d'échanges signée en avril 1983 entre l'Amicale des Algériens en Europe et le Ministère de l'Enseignement supérieur, une délégation conduite par M. Lakhdar Guenaizia, directeur des affaires sociales et culturelles, a effectué une tournée d'explication et de sensibilisation dans plusieurs régions de notre Organisation.

C'est ainsi qu'à Bruxelles (région Nord), à Mulhouse (région Est) ou encore à Grenoble (région Centre), la délégation du M.E.S. a eu l'occasion de rencontrer les

Une lycéenne : comment faire pour l'équivalence ?

jeunes lycéennes et lycéens en même temps que leurs parents, vivement intéressés par la perspective d'un retour au pays aux fins d'y parachever les études universitaires.

Le débat que les responsables du ministère de l'enseignement supérieur ont engagé, à chacune de leurs rencontres, aura sans nul doute valu par sa richesse, sa diversité et même sa fécondité dans la mesure où, partout, l'assistance — en particulier les jeunes qui sont directement concernés — avait une multitude d'interrogations à formuler.

Tout d'abord, il y avait les préoccupations afférentes aux conditions d'accueil et de séjour. Si la majorité des participants à ces réunions, notamment ceux du Centre culturel à Paris, venus très nombreux, il convient de le préciser, avait pour préoccupation majeure les problèmes d'inscription, de scolarité, d'équivalences, de contrôle et de suivi, il y a eu, malgré tout, une proportion non négligeable qui s'est intéressée aux aspects socio-culturels du retour.

M. Lakhdar Guenaizia et ses collaborateurs ont apporté des réponses brèves et précises à cet ensemble de questions relatives à la nature et au rôle du Bureau Central des étudiants enfants de travailleurs résidant à l'étranger, au bureau des universités, aux diverses mesures concernant l'hébergement en cités universitaires, la bourse, le remboursement

du billet d'avion et autres frais occasionnés par le déplacement vers l'établissement d'inscription, le titre de transport gratuit à chaque fin d'année pour rendre visite à sa famille, et enfin le bénéfice des avantages traditionnels (transports du COUS, restaurants et foyers universitaires, activités culturelles et sportives etc.)

PLUSIEURS MOYENS D'INFORMATION

Parmi les mesures, ou plus exactement les attributions du Bureau Central, devait indiquer le directeur de la DASC, il y a la nécessité initiale d'assurer l'information la plus large possible des candidats, de répondre à chaque sollicitation, notamment écrite, d'entreprendre, dès confirmation de la candidature, les modalités de pré-inscription, d'octroi de la chambre en cité universitaire ainsi que de la bourse, de procéder à l'établissement des titres de transports prévus par la réglementation etc.

Prolongement, à un niveau décentralisé, du bureau central, le bureau d'université a été mis en place voici deux ans dans chacun des établissements où le nombre d'étudiants enfants de familles résidant à l'étranger s'avère conséquent. Ce bureau a les mêmes attributions que le Bureau central.

Comme lors des campagnes précédentes, a souligné



De gauche à droite MM. Mokrane (Centre Culturel), Rameche (inspecteur général des œuvres universitaires) Guenaizia (directeur de la DASC), Addour (sous-directeur des bourses nationales) et Bouchedda (membre du Bureau exécutif de l'AAE, responsable de l'Information).

Maamar Boukerrou

RACISME les multiples facettes

En Avignon un mort le 18 mai. Une fois de plus, il s'agit d'un Algérien, M. Abderrahmane Chagoufi, 32 ans, père de famille.

Le crime s'étant déroulé dans un bar, certains ont cru bon de le classer dans la rubrique des faits divers. Les témoignages convergent pour affirmer que M. Chagoufi a été descendu de sang-froid, il n'y avait ni altercation ni provocation, par M. Serge Flaud, le patron du « Californie ». La police n'a-t-elle pas confirmé le témoignage suivant : « Abderrahmane est rentré avec un ami. Il est allé au bar. La serveuse lui a versé à boire une fois, puis elle a disparu. Alors le patron est descendu. Il a pris le fusil qui était caché sous le bar. Il m'a pointé le canon sur la poitrine. Je l'ai écarté. Alors sans un mot, il a tiré sur Abderrahmane, qui s'est effondré, puis il l'a achevé (...) ».

M. Flaud est un violent : il a déjà goûté à la prison, dix mois, pour avoir tiré sur une personne. M. Flaud est raciste et il ne le cache pas : deux semaines avec le drame, il exhibe une poignée de cartouche en disant : « Ça c'est pour un arabe ».

Une semaine plus tard, il refuse de servir M. Chagoufi. Petit accrochage entre les deux personnes. La police inter-

vient, rejette la thèse du patron du bar, « le client était « saoul », disait-il, et demande à l'Algérien de la saisir à la moindre provocation de M. Flaud. La suite, on la connaît.

A Valence il n'y a pas eu de mort. Ni agression. Selon un scénario propre aux fascistes et aux nazis, cinq personnes extrémistes de droite ont barbouillé durant presque une nuit entière une série de commerces valentinois, d'inscriptions du genre : « les Français dehors ! Vive les Arabes », « Jihad islamique vaincra ».

Pour faire vrai, l'un des cinq racistes, Michel Fischer, cafetier, n'a pas épargné son ancien commerce, un supermarché aujourd'hui fermé. Pour faire plus vrai encore le fastfood de l'ancien candidat du Front National aux élections cantonales a également été barbouillé et le siège du parti de l'extrême-droite s'est vu décoré de l'inscription. « F.N = P.D ».

Heureusement, le scénario n'a pas eu l'épilogue voulu par ses auteurs. Une patrouille de police a suivi les barbouilleurs avant de les arrêter en flagrant délit. Outre M. Fischer, MM. Michel Letterier, Thierry Beloud, Frédéric Delange et Eric Bonnefoy ont été inculpés de « provocation à la haine raciale ». **M. MERZAK**

Tourcoing :

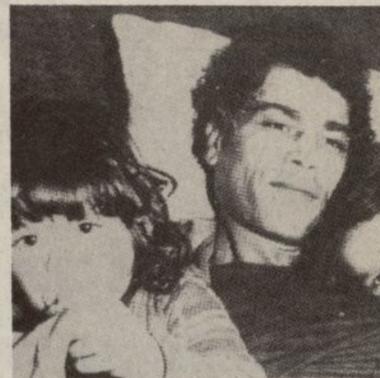
violences policières contre un algérien

Une enquête judiciaire, sur commission rogatoire, a été demandée par Mme Christine Knecht, juge d'instruction, à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), suite aux violences policières perpétrées, dans la nuit du 12 avril, contre M. Omar Lahrir, Algérien, père de six enfants et tenancier d'un café à Tourcoing.

L'IGPN aurait également été sollicitée pour une enquête administrative.

Ces deux enquêtes permettront, l'espère-t-on du moins, d'expliquer les faits du 12 avril ; et surtout le comportement aussi inadmissible qu'injustifié de la police tourquennoise.

Mais quels sont les faits ? Ce soir-là, des policiers font une descente à « l'Escargot », et décident d'embarquer le tenancier du café, et quelques clients. Au commissariat de police, M. Lahrir est soumis au déchaînement physique de ceux qui sont sensés veiller à la sécurité des gens. L'interpellé se trouve dans un état tellement déplorable qu'il est conduit ensanglanté à l'hôpital. Double opération chirurgicale avec un début de péritonite.



M. Lahrir dépose plainte dès sa sortie de l'hôpital ou il est obligé de retourner pour un séjour d'une semaine. Les médecins signifient quatre mois d'incapacité de travail.

A Tourcoing, le comportement de la police ne finit pas d'intriguer car toutes les questions qui se posent en de telles circonstances demeurent sans réponse : « pourquoi la descente ? Pourquoi des interpellations ? Pourquoi avoir frappé Omar Lahrir ? D'autant que M. Lahrir n'a jamais eu de démêlés avec la police et son café n'a pas la réputation d'être un lieu agité. Ce qui donne plus d'intérêt aux enquêtes en cours qui ne peuvent ni escamoter, ni déformer les réponses attendues. **M. Merzak**

REPLIQUE

LE FRONT NATIONAL SE DEMASQUE

Comme c'est curieux : lorsqu'il passe son temps à casser du sucre sur le dos des immigrés, le front national bénéficie de la plus large audience dans les médias. En revanche, lorsque ce même parti est pris en défaut, de la manière la plus flagrante qui soit, motus et bouche cousue : quelques lignes deci delà et le tour est joué. On n'en parle plus.

Ce qui s'est passé partout, le 21 mai à Valence, constitue en quelque sorte le fond du sujet. Cinq militants du Front national, dans le but de monter l'opinion publique contre les immigrés, arabes bien entendu, n'ont pas hésité à recourir à la plus grossière

des manœuvres : le faux et la calomnie. Ces militants, dont certains étaient sous le coup d'une inculpation pour vol et coups et blessures, ont badigeonné plusieurs devantures de magasins et même, suprême dérision, les murs du siège du Front national, de slogans... pro arabes !

Le but de la manœuvre est clair : la nature des slogans devrait laisser croire que les auteurs en seraient les immigrés arabes ! Et le caractère outrancier de ces mêmes slogans devrait exciter l'opinion publique contre les arabes. Les barbouilleurs du Front national n'avaient donc pour seul objectif que

de provoquer la haine raciale et, il faut le dire, ils n'en sont pas à leur premier coup d'essai.

On ne s'arrêtera pas sur l'absurdité des slogans eux-mêmes, certains allant même, dans une exagération minable, jusqu'à suggérer de mettre... « les Français dehors », mais, là où le bat blesse, c'est l'indifférence et, souvent, la complaisance, voire la complicité, avec lesquelles sont appréhendés les agissements du front national.

Voilà en effet un parti, dont l'unique programme est de promouvoir la xénophobie et le racisme, qui revendique ni plus ni moins l'aptitude à gouverner sans

que la classe politique, d'ordinaire si prolifique, ne s'en émeuve réellement en dénonçant son caractère extrémiste et dangereux.

Pour ce qui nous concerne, ce qui s'est passé à Valence n'est pas fait pour nous étonner. Il y a belle lurette en effet que nous savions de quoi étaient capables tous les extrémistes. Le fond du sujet est que le racisme tue en France et qu'il est grand temps que ses auteurs et ceux qui les encouragent soient démasqués et mis au banc de la société. Le danger n'est pas en effet pour les seuls immigrés, il l'est aussi pour la France.

Karim AMIROUCHE

Conférence régionale des syndicalistes algériens

Nancy a réuni récemment la première conférence régionale des syndicalistes algériens membres des commissions syndicales départementales. La tenue de cette importance rencontre traduisait dans les faits une des recommandations du programme semestriel arrêté par le Comité directeur de l'Amicale des Algériens en Europe.

Des syndicalistes de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O., venus des quatorze départements de la région de l'Est, ont participé aux travaux de la conférence présidée par M. Mouloud Boussaid, membre du Bureau régional de l'Amicale, chargé des activités syndicales.

Après un large tour d'horizon sur la situation économique et sociale d'une région de France durement frappée par la crise qui touche pratiquement tous les secteurs d'activité, la conférence a examiné trois dossiers particuliers : les conventions d'aide à la réinsertion signées entre l'O.N.I. et les entreprises (58 déjà signées, 25 en instance), la situation des chômeurs en fin de droits et la recrudescence du racisme.

Le problème des chômeurs en fin de droits devient de plus en plus aigu à cause du nombre, sans cesse grandissant, des personnes concernées et le climat angoissant dans lequel se trouvent ces personnes. Aucun espoir de retrouver un emploi. Aucune aide possible pour retrouver définitivement en Algérie. Que faire ? Dramatique question qui demeure sans réponse réelle.

La recrudescence du racisme se manifeste sous des formes sournoises, révélées par quelques intervenants ; comme par exemple, des travailleurs français arrivent à avoir des réactions épidermiques, savamment entretenues par certains mi-

lieux politiques, devant le fait que des émigrés bénéficient d'aides pour se réinsérer et pas eux.

Autre exemple rapporté par des syndicalistes de l'usine Peugeot de Sochaux : des travailleurs maghrébins qui n'ont pas établi de dossier retour ont reçu des lettres d'intimidations et de menaces. Ils sont sommés « de partir dans leur pays car leurs enfants n'auront plus de travail en France, et que s'ils ne saisissaient pas cette chance (du retour), ils allaient le regretter amèrement ».

Deux autres questions ont été abordées par la conférence. La première est relative au séminaire de l'U.G.T.A. prévu pour bientôt en Algérie. Les syndicalistes ont salué cette initiative et souhaité connaître, au moins un mois à l'avance, la date de la venue du séminaire, afin de pouvoir déposer une demande de congés de formation ; seule manière pour pouvoir se libérer et aller prendre part au séminaire.

La seconde question concerne les dossiers de demande de réinsertion au pays dans le cadre du recrutement de professeurs d'enseignement professionnel. Il a été indiqué que certains dossiers, établis il y a deux ans, demeurent sans suite malgré des tests passés au niveau de l'ambassade de Paris.

La Conférence des syndicalistes algériens de l'Est de la France s'est terminée par l'élection de la nouvelle commission régionale syndicale. Ont été élus : Boussaid Mouloud (région), Khaldoun Abdelkader (Belfort), Nacer Messaoud (Mulhouse), Hocine Guebalou (Nancy), Rabah Drider (Metz), Salah Ouadah (Forbach), Lakhdar Maamri (Hayange), Boudjema Hadjadj (Hayange) et Madjid Kassi (Colmar).

M. Merzak



« Vivre Ensemble » à Thann

Thann, petite localité peu éloignée de Mulhouse, a vécu à la mi-mai ses journées « Vivre Ensemble ».

Présence évidente de l'Algérie à cette manifestation de connaissance mutuelle et d'amitié, manifestation qui a pris allures de fête. Présence aux formes multiples : tenue d'un stand mettant en relief

l'artisanat, projection de documentaires sur l'industrie algérienne, spectacle de danses, conférence sur l'islam, dégustation de produits nationaux.

Bien évidemment, c'est l'Amicale, et son comité départemental de Mulhouse, qui a assumé et animé cette présence algérienne à Thann.

M.M.

REUNION avec l'Union Régionale de la C.F.D.T.

L'analyse de la situation des travailleurs algériens en Lorraine et les mesures concrètes à prendre dans la lutte contre le racisme ont été au centre de la réunion tenue à Nancy entre la délégation régionale de l'Amicale des Algériens en Europe et l'Union Régionale-Lorraine du syndicat C.F.D.T.

Le communiqué commun publié à l'issue de cette rencontre souligne qu'il « est injuste de vouloir faire des travailleurs immigrés les boucs émissaires de la crise de l'emploi », et affirme que ceux-ci « ne sont en aucune manière responsables de la diminution des emplois dans la région ». Pour preuve, le communiqué précise que le taux de chômage en Lorraine atteint quelque 14,5 % de la population immigrée avec une pointe de 20 % pour les seuls Algériens, alors que la moyenne régionale est de 10 %.

LOURDEURS ADMINISTRATIVES

Dans ce même communiqué, l'A.A.E.-Région Est et l'U.R.I.-CFDT « s'étonnent des blocages et des lourdeurs administratives rencontrées au

niveau de l'ONI, l'Office National de l'Immigration par les travailleurs immigrés qui désirent retourner au pays ». Elles souhaitent « un allègement des procédures administratives et un alignement des aides au retour, notamment dans la sidérurgie, la métallurgie et le bâtiment, comparable à celles pratiquées dans l'industrie automobile et les houillères, même pour les travailleurs au chômage depuis plus de six mois ».

Au niveau de la lutte contre le racisme, l'A.A.E. Région-Est et l'URI-CFDT ont décidé d'intensifier l'information des travailleurs et de la population de Lorraine, « pour combattre les contre-vérités et les ragots qui alimentent le racisme ».

Il est indiqué que les syndicalistes doivent faire un travail d'explication sur les véritables causes de la crise et la réalité de la situation des travailleurs immigrés et de leurs familles.

Par ailleurs, le F.A.S. régional, qui fonctionne depuis l'automne 84, est interpellé afin de dégager des moyens suffisants « pour développer l'information en direction du public lorrain ».

M.M.

EMIGRATION

REGION OUEST



MEAUX

Carnaval et kermesse

Le Comité départemental de Meaux a pris part cette année au carnaval annuel de la ville et à la kermesse organisée par le Parti communiste français de Mitry-Dammartin.

La participation à la première manifestation s'est concrétisée par un char « décoré à l'algérienne », réalisé par un jeune peintre algérien.

A la seconde, placée sous le thème « fête des libertés », l'Amicale a tenu un stand mis

sur pied et animé par des jeunes algériennes et algériens. Un stand qui a eu du succès au regard du nombre de visiteurs qu'il a attirés et de l'hommage rendu par le maire de la ville qui a tenu à souligner « l'admirable sens de sa présentation ».

Le bénéfice financier de la kermesse sera entièrement consacré à la mise en place d'un mini Centre culturel algérien dans les locaux de la permanence de jeunes de Chelles.

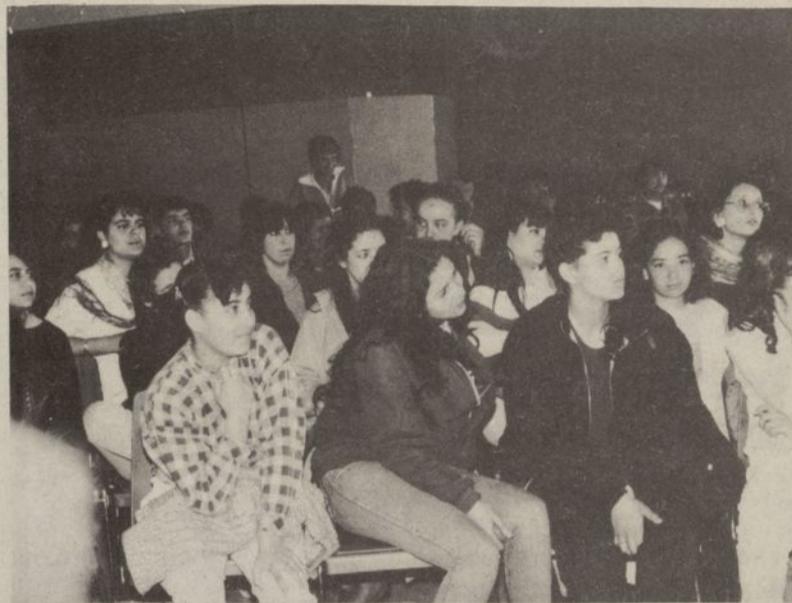
M.M.



Le Comité Départemental de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) a organisé une journée culturelle à l'intention des familles algériennes résidant dans la commune d'Orly-ville et de Choisy-le-Roi. Cette journée s'est déroulée dans la salle la cuve à Choisy. Plus de

350 personnes en famille ont participé dans la joie de retrouver leur culture.

La journée a été fêtée dans une ambiance chaleureuse, grâce aux efforts des militants de ce département et d'un groupe de jeunes algériens qui ont animé cette journée.



La Journée Internationale de l'Etudiant a été marquée par une réunion organisée à Dammarie Les Lys, cette rencontre a connu un grand succès grâce à la forte participation des Jeunes Etudiants de la Circonscription de Melun.

Le débat a fait ressortir plus particulièrement le besoin d'in-

formation pour les jeunes étudiants résidant en France sur les possibilités qu'offrent pour eux notre pays.

A la fin de la réunion, 3 groupes de travail ont été installés. Un groupe de travail et de réflexion sur les problèmes des étudiants et de la jeunesse a été mis en place.

REGION NORD



« VIVRE ENSEMBLE » à Seclin

La délégation Nord de l'Amicale et la municipalité de Seclin, ville avoisinante de Lille, ont réussi une belle opération de fraternité et d'amitié entre les communautés, avec le grand rassemblement « Vivre Ensemble » qui a marqué de son sceau la journée du 16 mai.

Plusieurs milliers de personnes ont assisté à la manifestation soutenue par nombre d'associations de communautés étrangères, de solidarité et de lutte contre le racisme. Les stands de la fête permettaient, si l'on peut dire, de faire un mini tour du monde culturel ; tout comme la scène qui a « vu » le passage de plusieurs troupes folkloriques, dont la troupe algérienne, le grand spectacle interculturel animé par un groupe polonais, le français Twist'in Jack et surtout

l'Algérien Djamel Allam qui a, lui seul, enthousiasmé les 5 000 spectateurs présents.

Le succès de la journée de Seclin, organisée dans le cadre de l'Année Internationale de la jeunesse, a été tel que le maire de la ville et le délégué régional de l'Amicale ne pouvaient qu'exprimer, en commun, le désir de renouveler pareille manifestation en 1986.

Ce succès n'a d'ailleurs pas échappé à la presse locale. « « Vivre ensemble », c'est possible. La preuve : la fête interculturelle, à Seclin », titrait « La Voix du Nord » du 18 mai, avant de qualifier la journée de « témoignage de paix, de tolérance et d'amitié qui servira de tremplin pour d'autres actions dans plusieurs villes de la région ».

M.M.

Jeunesse-Sportive Algérienne de Tourcoing

LE PIONNIER DES CLUBS DE L'AMICALE

1965, année mémorable pour la communauté algérienne de Roubaix-Tourcoing : une permanence de l'Amicale des Algériens en Europe est ouverte et le premier club de football algérien, « les Algériens de Tourcoing », voit le jour.

Aujourd'hui, vingt ans après, « les Algériens de Tourcoing » sont toujours là. Les résultats, également. Seuls le sigle et le siège du club ont changé, en 1977 : « les Algériens de Tourcoing » sont devenus la Jeunesse Sportive Algérienne de Tourcoing.

Voici, en quelques points, l'histoire, la vie et les perspectives de ce pionnier des clubs de l'Amicale où règnent la solidarité, la fraternité, la discipline, le respect de chacun et une très bonne ambiance.

● Evolution du club

Au plan des effectifs, le nombre de joueurs n'a cessé d'augmenter. Actuellement, il y a 80 licenciés (dirigeants y compris) répartis en 4 groupes : un comité dirigeant et trois équipes de football.

- 1 équipe en première division ;
- 1 équipe en quatrième division ;
- 1 équipe en promotion de 4^{ème} division.

● Situation actuelle

Après vingt ans d'existence, le club a acquis une certaine maturité et une audience qui dépasse la région du Nord.

Le club s'est produit à plusieurs reprises en Belgique et en Algérie et draine avec lui des centaines de

supporters, chaque dimanche.

● L'équipe A

Elle évolue en première division (Flandres Ouest) et occupe la troisième place à trois points du leader, avec une fin de calendrier très favorable pour l'accession à la Régionale. L'équipe est qualifiée pour les quarts de finale de la coupe Henri Hilt.

● L'équipe B

Elle s'est installée à la tête de son groupe dès le début du championnat qu'elle domine largement. Son accession à la troisième division paraît assurée grâce au dévouement de son entraîneur Sahiri et la volonté des joueurs.

● L'équipe C

Ses résultats sont moyens, d'où son classement en milieu de tableau.

● Palmarès

L'équipe A, outre ses bons résultats en championnat, s'est toujours bien comportée dans les tournois qu'elle a disputés (deux à trois par an). Elle a été aussi finaliste de la coupe de Flandres (battue 0 - 1).

● Les perspectives

Les objectifs du club ont été définis, le 26 mars dernier, lors de la réunion du comité dirigeant :

- Accession des équipes A et B aux divisions supérieures.

- Elargissement des structures du club, avec la création de deux équipes cadette et minime.

- Achat d'un mini-bus pour régler les problèmes de transport.



Entretiens

Hamid Medjadi (entraîneur)

« D'excellents éléments »



du terrain d'entraînement que nous avons certains problèmes. Actuellement, nous ne disposons que de la moitié d'un terrain, alors que d'autres formations de niveau inférieur disposent d'un terrain entier pour l'entraînement. Pendant la période d'hiver, nous jouons les matches officiels sans entraînement à défaut de salle. Nous souffrons également d'un manque d'encadrement au niveau des dirigeants.

* Quel est votre objectif ?

- Accéder au niveau de la régionale. D'autant plus que nous avons d'excellents éléments susceptibles même d'évoluer en division nationale.

* Et votre souhait ?

- Avant cela, je tiens à remercier tous les supporters qui nous suivent et nous encouragent. Ce que je souhaite, c'est bien sûr d'accéder, cette saison, en Régionale. Et comme cela va être la troisième fois consécutive, nous espérons faire une tournée, avec tout le groupe, en France ou en Algérie.

- La Semaine : * Comment se présente le championnat, cette année ?

- M. Medjadi : on a eu un démarrage difficile du fait que nous venons seulement d'accéder à cette division. Entre autres, nous ne connaissons pas du tout nos nouveaux adversaires.

* Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez ?

- Au niveau des joueurs, aucun problème. C'est au niveau des moyens matériels et

M. Amrane

« Une ambiance formidable »

M. Mohamed Amrane, attaquant, est l'un des meilleurs éléments de l'équipe. Meilleur buteur, il a obtenu le trophée du meilleur joueur lors d'un grand tournoi et a été récompensé par l'Amicale pour son sérieux. Il a refusé de nombreuses propositions alléchantes préférant rester au club.



La Semaine : * Pouvez-vous vous présenter ?

- M. Amrane : J'ai 21 ans, je suis salarié et je joue depuis quatre ans avec les Algériens de Tourcoing.

* Comment êtes-vous venu au club ?

- Par l'intermédiaire d'un ami (Menad) qui est le stoppeur de l'équipe.

* Qu'est-ce qui vous plaît dans cette équipe ?

- Le bon niveau du football que nous pratiquons et surtout le fait que nous nous retrouvons entre nous. L'ambiance y est formidable.

* Etes-vous un joueur complet ?

- Complet, je ne pense pas. Disons que je suis venu tard à la compétition officielle. Je pense que je dois progresser encore. Dire que je suis le meilleur de l'équipe, c'est exagérer un peu, car il y a de très bons éléments dans le club.

* Votre souhait ?

- Faire une tournée avec le club en Algérie pour avoir des contacts avec le football algérien, ou bien participer à des rencontres avec des équipes de l'Amicale des autres régions.

Hamid Medjadi (entraîneur)

« D'excellents éléments »



— La Semaine :

* Comment se présente le championnat, cette année ?

— M. Medjadi : on a eu un démarrage difficile du fait que nous venons seulement d'accéder à cette division. Entre autres, nous ne connaissons pas du tout nos nouveaux adversaires.

* Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez ?

— Au niveau des joueurs, aucun problème. C'est au niveau des moyens matériels et

du terrain d'entraînement que nous avons certains problèmes. Actuellement, nous ne disposons que de la moitié d'un terrain, alors que d'autres formations de niveau inférieur disposent d'un terrain entier pour l'entraînement. Pendant la période d'hiver, nous jouons les matches officiels sans entraînement à défaut de salle. Nous souffrons également d'un manque d'encadrement au niveau des dirigeants.

* Quel est votre objectif ?

— Accéder au niveau de la régionale. D'autant plus que nous avons d'excellents éléments susceptibles même d'évoluer en division nationale.

* Et votre souhait ?

— Avant cela, je tiens à remercier tous les supporters qui nous suivent et nous encouragent. Ce que je souhaite, c'est bien sûr d'accéder, cette saison, en Régionale. Et comme cela va être la troisième fois consécutive, nous espérons faire une tournée, avec tout le groupe, en France ou en Algérie.



M. Amrane

« Une ambiance formidable »

M. Mohamed Amrane, attaquant, est l'un des meilleurs éléments de l'équipe. Meilleur buteur, il a obtenu le trophée du meilleur joueur lors d'un grand tournoi et a été récompensé par l'Amicale pour son sérieux. Il a refusé de nombreuses propositions alléchantes préférant rester au club.



La Semaine : * Pouvez-vous vous présenter ?

— M. Amrane : J'ai 21 ans, je suis salarié et je joue depuis quatre ans avec les Algériens de Tourcoing.

* Comment êtes-vous venu au club ?

— Par l'intermédiaire d'un ami (Menad) qui est le stoppeur de l'équipe.

* Qu'est-ce qui vous plaît dans cette équipe ?

— Le bon niveau du football que nous pratiquons et surtout le fait que nous nous retrouvons entre nous. L'ambiance y est formidable.

* Etes-vous un joueur complet ?

— Complet, je ne pense pas. Disons que je suis venu tard à la compétition officielle. Je pense que je dois progresser encore. Dire que je suis le meilleur de l'équipe, c'est exagérer un peu, car il y a de très bons éléments dans le club.

* Votre souhait ?

— Faire une tournée avec le club en Algérie pour avoir des contacts avec le football algérien, ou bien participer à des rencontres avec des équipes de l'Amicale des autres régions. ■



SERVICE NATIONAL

L'ÉCOLE des bâtisseurs

TOUT le monde le dit, et le reconnaît : le service national est une grande école pour la jeunesse algérienne.

Parce qu'il a le souci de répondre à une double mission, la première qui est de défendre le pays, la seconde d'œuvrer à son développement socio-économique, il permet à cette jeunesse d'intervenir directement dans les grandes batailles de l'édification nationale.

Actuellement, les milliers de jeunes concernés par le service national sont répartis dans de multiples centres de formation, les plus importants étant ceux de Mouilah (fixation de dunes, barrage vert), de Bou Saada (barrage vert, conduite et dépannage), d'El Bayadh (pour les sous-officiers et chefs de groupe ingénieurs) et Khenchela (idem). Quant aux élèves-officiers, ils vont désormais suivre une formation à l'école réservée au service national, à Tiaret.

Au sein de cette grande famille de jeunes, mobilisés pour des tâches grandioses et œuvrant pour l'émancipation socio-économique de leur pays, les appelés issus de notre communauté résidant en Europe sont de plus en plus nombreux. Ils sont ainsi pleinement conscients d'être une partie indissociable du peuple algérien et pleinement fiers aussi d'apporter leur contribution à l'édification de grands ensembles, de routes, de villages socialistes agricoles, d'aéroports, de cités universitaires, d'hôpitaux, etc.

Le tout dernier exemple de ces multiples réalisations est symbolisé par la « pénétrante des Anassers », commencée en août 1983 et achevée en novembre 1984, longue de 3,14 kms. Mais le bilan est encore plus significatif même si on le résume au seul décompte de la route trans-saharienne, des aéroports de Tamanrasset et d'El Meïea (El Golea), aux différents barrages dont celui d'Amsel (Tam), aux 24 villages socialistes déjà en activité, aux 18 réalisations socio-éducatives telles que la cité universitaire 2 000 lits à Oran...

Oui, le service national est une école. Il forge les hommes de l'Algérie moderne, les conforte et les fortifie dans toutes les certitudes. Là où nous nous sommes rendus, nous l'avons constaté. Et il en est de même partout ailleurs...

UN NOUVEAU VISAGE

Sendjas : pour toutes les mémoires, cela évoque en premier lieu la terrible catastrophe qui, le 10 octobre

1980 a frappé la région d'El Asnam, devenue depuis Chlef.

Sendjas fait partie de ces localités qui s'inscrivaient au niveau de la faille principale du séisme. Toute la région, en ce triste automne 1980, avait un visage apocalyptique. Partout, des ruines. Partout, des décombres. Et le douloureux spectacle de la détresse humaine. A Sendjas, mais aussi à El Abadia, Beni Rached, etc. Quatre ans et demi après. La région a retrouvé un nouveau visage, sinon un nouveau sourire. Dès le début, l'Armée Nationale Populaire était sur le terrain, efficace, opérationnelle, vigilante. Et, fait d'importance, les éléments du service national étaient là, intervenant dans tous les domaines, installant les campements, donnant les premiers secours, procédant aux recherches, etc.

Quant on regarde le sourire des enfants de Chlef et la détermination des habitants de la région, on comprend que le pari a non seulement été tenu mais aussi et surtout hautement gagné. Aujourd'hui, la wilaya de Chlef est en plein essor.

Les jeunes du service national ont bien travaillé. L'Unité du Génie qui en assure localement la formation puis les répartit à travers toute la wilaya a ainsi contribué à la reconstruction de la plupart des localités y compris une partie de la ville de Chlef elle-même. Le service national a donc à son actif, ici, la réalisation d'un grand nombre de logements traditionnels pour les populations rurales. Ces habitations, comme l'explique le chef de projet, un appelé ingénieur en génie civil



SERVICE NATIONAL

L'ECOLE des bâtisseurs

TOUT le monde le dit, et le reconnaît : le service national est une grande école pour la jeunesse algérienne.

Parce qu'il a le souci de répondre à une double mission, la première qui est de défendre le pays, la seconde d'œuvrer à son développement socio-économique, il permet à cette jeunesse d'intervenir directement dans les grandes batailles de l'édification nationale.

Actuellement, les milliers de jeunes concernés par le service national sont répartis dans de multiples centres de formation, les plus importants étant ceux de Mouilah (fixation de dunes, barrage vert), de Bou Saada (barrage vert, conduite et dépannage), d'El Bayadh (pour les sous-officiers et chefs de groupe enginistes) et Khenchela (idem). Quant aux élèves-officiers, ils vont désormais suivre une formation à l'école réservée au service national, à Tiaret.

Au sein de cette grande famille de jeunes, mobilisés pour des tâches grandioses et œuvrant pour l'émancipation socio-économique de leur pays, les appelés issus de notre communauté résidant en Europe sont de plus en plus nombreux. Ils sont ainsi pleinement conscients d'être une partie indissociable du peuple algérien et pleinement fiers aussi d'apporter leur contribution à l'édification de grands ensembles, de routes, de villages socialistes agricoles, d'aéroports, de cités universitaires, d'hôpitaux, etc.

Le tout dernier exemple de ces multiples réalisations est symbolisé par la « pénétrante des Anassers », commencée en août 1983 et achevée en novembre 1984, longue de 3,14 kms. Mais le bilan est encore plus significatif même si on le résume au seul décompte de la route trans-saharienne, des aéroports de Tamanrasset et d'El Mefta (El Golea), aux différents barrages dont celui d'Amsel (Tam), aux 24 villages socialistes déjà en activité, aux 18 réalisations socio-éducatives telles que la cité universitaire 2 000 lits à Oran...

Oui, le service national est une école. Il forge les hommes de l'Algérie moderne, les conforte et les fortifie dans toutes les certitudes. Là où nous nous sommes rendus, nous l'avons constaté. Et il en est de même partout ailleurs...

UN NOUVEAU VISAGE

Sendjas : pour toutes les mémoires, cela évoque en premier lieu la terrible catastrophe qui, le 10 octobre

1980 a frappé la région d'El Asnam, devenue depuis Chlef.

Sendjas fait partie de ces localités qui s'inscrivaient au niveau de la faille principale du séisme. Toute la région, en ce triste automne 1980, avait un visage apocalyptique. Partout, des ruines. Partout, des décombres. Et le douloureux spectacle de la détresse humaine. A Sendjas, mais aussi à El Abadia, Beni Rached, etc. Quatre ans et demi après. La région a retrouvé un nouveau visage, sinon un nouveau sourire. Dès le début, l'Armée Nationale Populaire était sur le terrain, efficace, opérationnelle, vigilante. Et, fait d'importance, les éléments du service national étaient là, intervenant dans tous les domaines, installant les campements, donnant les premiers secours, procédant aux recherches, etc.

Quant on regarde le sourire des enfants de Chlef et la détermination des habitants de la région, on comprend que le pari a non seulement été tenu mais aussi et surtout hautement gagné. Aujourd'hui, la wilaya de Chlef est en plein essor.

Les jeunes du service national ont bien travaillé. L'Unité du Génie qui en assure localement la formation puis les répartit à travers toute la wilaya a ainsi contribué à la reconstruction de la plupart des localités y compris une partie de la ville de Chlef elle-même. Le service national a donc à son actif, ici, la réalisation d'un grand nombre de logements traditionnels pour les populations rurales. Ces habitations, comme l'explique le chef de projet, un appelé ingénieur en génie civil



EN COUVERTURE



Cette ardeur, partout retrouvée, est caractéristique de la puissante motivation qui guide les éléments du Service National.

« sont conformes aux usages et adaptées au climat ». Le travail est, compte tenu des impératifs et principalement du fait que les futurs bénéficiaires vivent encore dans des conditions pénibles, mené à un rythme effréné. Chacun des djounoud, sous-officiers et officiers du Service National est conscient, par-delà même le symbole, de l'urgence des tâches à accomplir. Alors, ils travaillent avec fougue et abnégation. Sur les nombreux chantiers, la volonté est la même : tellement inébranlable qu'elle transcende tous les aléas comme, par exemple, les difficultés d'approvisionnements en agrégat.

Cette ardeur, partout retrouvée que ce soit là où on bâtit des logements, une route, une école, un centre de santé, etc, est caractéristique de la puissante motivation qui guide les éléments du service national.

Dans Alger la blanche, aujourd'hui plus que métamorphosée, il y a eu et il y a

aussi nombre de réalisations, notamment en ce qui concerne l'infrastructure routière.

Après avoir édifié le Musée Central de l'ANP, le Mémorial (Maquam echahid) et le théâtre de verdure ainsi que la pénétrante des Anassers, le Groupement concerné est désormais à pied d'œuvre pour réaliser l'autoroute Ben Aknoun-Zéralda. Ce projet, nous expliquent les officiers responsables, s'inscrit dans le cadre du deuxième plan quinquennal et plus particulièrement dans le chapitre des mesures prévues pour le développement socio-économique des wilayas d'Alger et Tipaza. Il s'agit, en l'espèce, de la rénovation et de l'extension de l'infrastructure routière. Cette réalisation en cours concerne une autoroute d'une portée de 20 kms à 2 x 2 voies, avec deux bandes d'arrêt d'urgence et un terre-plein central.

Elle comprendra un nombre assez important

d'ouvrages d'arts, notamment 27 ponts et 8 échangeurs. Ceux-ci seront d'ailleurs confiés à une société nationale mais il est à souligner que cette réalisation à l'instar des précédentes sera à 100 % algérienne.

Pour l'instant, on en est à la première phase, d'ailleurs la plus urgente et la plus difficile, qui consiste dans l'évitement de Dély Ibrahim. Les étapes sont les suivantes :

- Etude de la géologie des sols.
- Etude de la stagnation des eaux pluviales.
- Etude du bassin versant.

La route, nous expliquet-on, a été en effet envisagée dans un relief accidenté, afin de ne pas piétiner sur les bonnes terres agricoles. Il y aura quelque 800 000 m³ de terre à déblayer et à évacuer pour le seul évitement dont le tronçon fait 2,5 kms soit 1,5 km d'autoroute et 1 km de bretelle.

Viendra ensuite la phase « assainissement ». Vu le bi-

lan pluviométrique assez dense de la région, il faudra procéder à la pose de buses de différents diamètres (de 300 à 2 000 millimètres). Il y aura également à façonner quelques 150 regards et quelques 2 kms de caniveaux. Après quoi, les éléments du groupement passeront à la réalisation de la chaussée. Le corps en sera constitué d'une couche de forme soit en tuf, soit en terre réutilisable (remblais) selon l'agrément du laboratoire, d'une couche de fondation, d'une couche de base et enfin d'une couche de revêtement.

MAITRISE ET EXPERIENCE

Les délais théoriques sont de 18 mois pour l'évitement de Dély Ibrahim, et de 5 ans pour l'ensemble du projet (fin du deuxième plan). Le personnel technique est entièrement composé par des officiers du service national, des sous-officiers et des

EN COUVERTURE



En même temps que le livret militaire, les jeunes reçoivent une attestation de travail où il est mentionné la spécialité acquise et l'expérience accumulée.

djounoud. Selon qu'ils sont des enginistes, des maçons ou des conducteurs (centres de formation de Khenchela, d'El Ghomri et de Baraki, école d'officiers du S.N. de Tiaret), ils arrivent munis d'une base théorique qu'ils vont apprendre à perfectionner durant la phase « travaux ». Au terme de leur S.N., les éléments libérables sont déjà remplacés par une relève qui maîtrise l'ensemble des opérations dès lors qu'ils lui ont transmis leur expérience propre.

En même temps que leur livret militaire, ils reçoivent une attestation de travail où il est mentionné la spécialité acquise et l'expérience accumulée, document qui leur permet d'exercer s'ils le désirent la même tâche dans la vie civile. Ainsi, chaque projet du service national tout comme celui-ci est-il une véritable école dans de multiples domaines. La réalisation de la rocade sud est une œuvre de grande envergure puisqu'aussi bien elle permettra, dans le cadre du

développement de la région d'Alger, la continuation de l'autoroute de l'Est à partir de l'échangeur du stade olympique, vers l'autoroute de l'Ouest. Parmi les nombreux djounoud, et sous-officiers du groupement, plusieurs sont des jeunes issus de notre communauté résidant en Europe. Après avoir discuté de leur situation avec les responsables, nous en avons rencontré quelques uns. Écoutons-les.

Zemour Mustapha est natif de la région parisienne. Il est dans le groupement depuis seize mois. Cela fait donc vingt mois qu'il effectue son service national. « J'ai reçu, dit-il, mon ordre d'appel après être passé devant la commission à Bobigny. Je m'étais fait recenser au consulat pour accomplir mon devoir. Arrivé en Algérie, je suis passé par le CSO (Centre de sélection et d'orientation) d'Ali Khodja (Bab el Djedid) puis on m'a affecté au CFS (centre de formation) d'El Ghomri. Ayant un CAP d'électromé-

canique, on m'a spécialisé dans l'électricité.

Au terme des quatre mois de formation, on m'a dirigé sur ce groupement qui effectuait à l'époque la réalisation de la pénétrante des Anassers. Pour moi, dès mon arrivée ici, c'est une nouvelle forme de vie qui a commencé. Après l'instruction durant laquelle j'ai pu constater que ce n'est pas du tout difficile comme me le racontaient ceux qui revenaient du S.N. je me suis vite fait à l'ambiance extraordinaire de la vie sur chantier. L'aventure vaut la peine d'être vécue. Je me suis fait nombre de copains, des sous-officiers et des officiers.

Le fait est qu'aujourd'hui je me sens tout à fait bien dans ma peau. Fier de moi, fier de ce que nous faisons tous ici, parce que je découvre que la jeunesse, ce n'est pas un mot, ou un slogan, mais nous-mêmes, une bande de copains qui bâtissent des routes, des écoles, des cités. Lorsque j'aurai

terminé, dans quatre mois, j'envisage de retourner en France pour préparer mon déménagement car j'ai désormais un projet que je compte bien concrétiser aussi vite que possible, dans un ou deux ans au maximum créer un dégraissage à Béjaïa... »

Dehbi Bouzid, originaire de Valence (région Centre) a entrepris son service national depuis 8 mois. Il est d'abord passé par le CSO de Bab el Oued puis le CFS de N'Gaous, avant d'être affecté au groupement. « Au début c'était un peu dur, commence-t-il en riant, mais très vite j'ai pris le rythme. Une fois effectuée la phase de l'instruction, on est tout de suite beaucoup plus à l'aise. C'est vrai que beaucoup de copains nous disaient à leur retour que c'était terrible. Maintenant, je sais exactement ce que c'est. Il faut travailler, et on est là pour ça, mais en toute objectivité nous avons d'excellentes conditions. Nous bénéficions de nombreuses

EN COUVERTURE



L'éradication des disparités régionales se réalisera entre autres initiatives par le développement des zones du Sud...

permissions pour aller rendre visite à la famille que nous avons ici. Moi, par exemple, je vais à Sétif tous les deux mois. En plus, on bénéficie de permissions automatiques chaque fois que nous les sollicitons. D'autre part, en ce qui me concerne, j'ai appris un métier et cela représente énormément pour moi. Mes parents sont en train de construire du côté de Sétif. Ils envisagent de rentrer définitivement cette année. La question de l'après-service ne se pose donc pas pour moi ... »

Matouk Amar vient de Valenton (région Parisienne). Il a un CAP en chaudronnerie. Avant l'appel, il travaillait dans un garage de tôlerie et peinture. « Quand j'ai répondu à l'ordre d'appel, j'ai transité par le CSO de Bab el Oued puis le CFS de Khenchela. Après quoi, j'ai été affecté au groupement dans lequel je me trouve. Moi aussi, en écoutant mes amis de Valenton, j'avais très peur du service

national. Je m'imaginai des choses. Dès que je suis arrivé, j'ai découvert qu'il n'en est absolument rien. Mieux, je me suis fait de nombreux amis et j'ai découvert un univers formidable. Je me sens tout à fait à l'aise.

J'ai l'intention, après le S.N., de retourner en France travailler un peu pour réunir les fonds nécessaires car j'ai décidé de créer un garage de peinture et carrosserie, d'autant que je suis en train d'acquérir en ce moment une solide expérience. Je n'ai pas du tout envie de rester encore longtemps là-bas... »

Trois cas, trois exemples de courage, de volonté et de détermination, trois options pour le retour au pays d'origine. Ce n'est pas banal, et ce n'est pas non plus un hasard. Nous verrons, à travers d'autres exemples notamment auprès des jeunes rencontrés à la pépinière de Bou Saada, que la certitude est partout la même.

Bou Saada. Ce n'est pas encore le désert, mais on en

voit les premiers mouvements. Les palmiers donnent parfois l'impression d'une velléité exotique, mais le soleil miroité par un sol déjà aride n'a pas l'odorante fraîcheur des lumières marines.

LA MENACE DU DESERT

Ici, se profile nettement la menace. Le sable rôde, surgissant d'un jet abrupt dès les premiers contours de la cité. Ce ne sont pas les dunes non plus que la marée jaune sur laquelle le ciel pèse douze mois sur douze comme un écrasant couvercle mais des îlots épars, des avertissements gradués : le désert est déjà là et il progresse, lentement, opiniâtement.

Il fallait faire face. Plus qu'une urgence, c'était une priorité, voire une question de survie. D'où l'idée d'un barrage vert, composé de plantations aussi diverses qu'appropriées, s'étendant

sur une longueur de plus de 1 200 kms allant de la frontière est à la frontière ouest du pays et ayant une largeur de quelque 20 kms.

Ce projet, dans sa phase de concrétisation, prend en outre place dans la dynamique globale de développement et d'émancipation des régions steppiques et sahariennes telles que définies par le deuxième plan quinquennal. C'est ainsi que l'éradication des disparités régionales se réalisera ici entre autres initiatives par de grands investissements dans le domaine de l'agriculture.

En bref, les objectifs de la DCRSN sont nombreux au niveau de ce programme d'action. Qu'on en juge.

D'abord, il y a bien sûr le barrage vert lui-même, à savoir une muraille verte destinée à stopper la progression du désert vers le nord du pays. Contrairement à ce que l'on peut penser, le programme a inscrit la nécessité d'un respect absolu des spécificités de chaque région, d'une revalorisation, d'une

EN COUVERTURE



Une jeunesse authentiquement révolutionnaire, une jeunesse de bâtisseurs qui soulève jusqu'aux montagnes pour construire une route à travers le Sahara ou pour arrêter la progression du désert...

protection et d'une utilisation rationnelle des sols de telle sorte qu'il y aura, outre la muraille verte elle-même, de très nombreuses plantations d'arbres fruitiers, une remise en valeur des zones de pâturage et des sols cultivables, une installation tous azimuts de brise-vents.

On le voit, le programme est très ambitieux, tellement ambitieux que les esprits chagrins, ceux-là même qui hier ricanait en disant que la transsaharienne était un mirage, reviennent à la charge. Mais nul doute que les objectifs seront non seulement atteints mais dépassés car il suffit de voir sur le terrain l'abnégation totale des milliers de jeunes qui sont au travail pour s'en convaincre.

Voici quelques années, la DCRSN à l'époque Haut Commissariat au service national, était tributaire pour son approvisionnement de l'ONRF (Office National de la Recherche Forestière). Mais depuis 1981, le Service national développe ses pro-

pres pépinières dont celle de Bou Saada que nous avons visitée.

Cette pépinière se caractérise par son intervention au niveau d'une initiative tout à fait nouvelle et remarquable du service national, la FIXATION DE DUNES. Elle nourrit et fournit en effet les plants nécessaires à cette action, les catégories d'arbres étant le tamarix gallica (142,85 % du plan prévisionnel), l'acacia cyanophila et le prosopis (78 %), le Jujuba (100 %) et l'olivier de bohème (7 %). En ce qui concerne les arbres destinés au reboisement, les taux de production sont de 103,2 % pour le pin d'alep et de 115 % pour le cyprès d'Arizona. Quant à ceux relatifs aux améliorations pastorales (atriplex halimus, numelaria, leucoclada et cenesc) ils sont en cours de réalisation. Enfin, pour les arbres fruitiers, la pépinière a déjà atteint son plein rendement puisqu'elle en est à 104,44 % pour les abricotiers, 104,5 % pour les

amandiers et 117,5 % pour les grenadiers.

Les officiers du service national, et en particulier le responsable des groupes, ont souligné l'esprit de sacrifice et l'immense courage qui animent chacun des éléments, ici. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement si l'on se réfère à l'accueil chaleureux du commandant de la pépinière et de son adjoint, ainsi que de l'ensemble des officiers et djou-noud.

Là encore, nous avons saisi l'occasion pour rencontrer un groupe de nos jeunes. Ils s'appellent Nacéri Ahmed (Agen), Belahcène Lazhar (Nîmes), Hadji Hakim (Belfort), Yahyaoui Mahfoud (Mayenne), Chlomat Ouahid (Créteil), Bouadla Mohamed (Neuilly/Marne). Tous ont souligné, comme leurs camarades du groupement de l'autoroute Ben Aknoun Zeralda, les conditions qui, ici, sont nettement plus satisfaisantes que dans les CFS. Il est vrai que celui de Djelfa pose

quelques problèmes de douches.

Tous ont affirmé leur désir, au terme du service national, de rentrer aussi vite qu'ils le pourront dans leur pays. Et ils ont insisté sur les découvertes extraordinaires que cette expérience leur apporte en ce moment même. Dorénavant, disent-ils, « nous savons qu'il y a quelque chose de tangible, en Algérie, que nous avons fait de nos propres mains : le barrage vert ! » Ce n'est pas peu dire...

A l'instar de tous leurs autres camarades, comme par exemple Hamid Touareth, ouvrier maçon venu de Annaba, ils ont désormais pleinement conscience d'appartenir à une jeunesse authentiquement révolutionnaire, une jeunesse de bâtisseurs qui soulève jusqu'aux montagnes pour construire une route à travers le Sahara ou pour stopper l'avancée du désert. Notre peuple, notre révolution ont réussi cet autre pari...

A.C.

LA PIETE

est le résultat attendu du jeûne

déclare M. Abderrahmane Chibane

Dans une interview accordée à « El Moudjahid » en date du 22 mai 1985, et réalisée par Djamel Benzaghrou, M. Abderrahmane Chibane, membre suppléant du Comité central et ministre des Affaires religieuses, développe la signification de ce mois sacré, de jeûne et de piété qu'est le Ramadhan.

Nous reprenons, ci-après, cette interview.



★ Le Ramadhan est un mois d'élévation spirituelle et de méditation. Quelle est sa véritable signification pour tout musulman ?

— Les obligations culturelles, en Islam constituent un tout et se fondent les unes sur les autres. Si, dans la pratique, elles se présentent chacune sous un aspect différent, elles ont sur le plan de la foi, un même objet. Inciter le croyant à la piété et à la vénération de Dieu par la prière et le recueillement. Dieu a dit : « Je n'ai créé les hommes et les djins que pour m'adorer » (Coran). Ceci en ce qui, concerne l'essence même de ces obligations culturelles et l'objet de leur institution. Quant à leur but pratique qui doit se refléter dans le comportement du musulman, c'est d'inspirer et d'inciter à la bonne action qui constitue la cause essentielle de l'existence de l'individu en Islam. « Dieu a créé la mort et la vie pour vous éprouver et savoir qui a le mieux agi parmi vous » (Coran). La bonne action inspirée par la foi, et la vraie connaissance, sont la base du culte parfait. Ces obligations culturelles organisent sous trois formes complémentaires la vie du croyant : la prière, (cinq fois par jour) le jeûne (un mois par an), le

pèlerinage une fois dans la vie pour celui qui en a la possibilité et les moyens.

Le critère qui permet de distinguer la pratique culturelle véritable, de celle qui est superficielle est le résultat du comportement dans la vie quotidienne, de l'individu dans sa famille, et en société. Pour ce qui est donc du sens véritable du Ramadhan, il permet de conforter la foi du croyant, cela ne signifie pas absence de foi durant les autres mois de l'année.

Mais le mois de Ramadhan est une période d'entraînement dense qui permet au fidèle d'aiguiser sa volonté, ses forces, d'éprouver sa foi, de se libérer de ses passions et de ses habitudes. C'est le sens du verset : « O ! croyants ! le jeûne vous est prescrit de même qu'il a été prescrit à ceux qui vous ont précédés, afin que vous soyez pieux ».

La piété est le résultat attendu du jeûne. Elle signifie que le fidèle s'est libéré de toute emprise matérielle ou abstraite, tels que la passion, l'égoïsme, l'orgueil, la suffisance etc... que ses propos et actes n'ont été inspirés que par une intention pure : servir Dieu, et le considérer présent à tout moment selon une tradition du Prophète « l'Ihsan » consiste à adorer Dieu comme s'il était présent, car il nous observe même si on ne le voit guère ».

Ce contrôle sur soi est ce qui distingue le jeûne des autres obligations. Le jeûneur est tenu lui-même de procéder à ce contrôle, il ne peut, se faisant, mentir, car c'est pourquoi Dieu a réservé une grande récompense à ceux qui jeûnent par foi et dévotion. Dans un hadith du Prophète Dieu a dit : Toute action de l'homme est faite

dans son intérêt, sauf le jeûne il m'est destiné, et j'en récompense celui qui s'y soumet.

Il y a donc lieu de se représenter cette haute signification du jeûne et son impact moral sur l'individu, la famille et toute la société. Le fidèle entraîné à se libérer de toute emprise, ne peut être qu'honnête, sincère, dévoué dans l'accomplissement de ses devoirs, sobre, vertueux, agissant pour le bien et préférant l'intérêt de son peuple à son propre intérêt.

Cette signification saine du jeûne est celle que notre peuple musulman a toujours voulu concrétiser, même au cours des périodes les plus sombres et les plus dures.

Au cours de l'époque révolutionnaire du colonialisme, nous avons une grande force de résistance grâce au jeûne, et le mois de Ramadhan est témoin de notre attachement à notre foi, de notre fierté de notre personnalité arabo-islamique. Notre Révolution libératrice a proclamé cet attachement aux valeurs et principes de l'Islam et a procédé au cours du mois de Ramadhan à la libération du premier prisonnier pris par les moudjahidines dès la première année du déclenchement de la Révolution.

Aujourd'hui libres et bâtisseurs de notre pays, nous sommes plus que jamais fidèles à notre foi et à ses valeurs : Dieu soit loué pour tous ses bienfaits qu'il nous accorde encore plus de grâce !

Le Musulman, quels que soient son métier et sa profession, ne travaille pas uniquement pour gagner un salaire, il ne recherche pas la perfection dans son travail par peur du responsable, pour mériter récompense, ou satisfaire sa conscience. Le Musulman sin-

cière, au-delà de toutes ces considérations agit, travaille afin que Dieu soit satisfait de lui. C'est pourquoi il est toujours prêt à s'acquitter de son devoir avec dévouement et le parfaire pour « le seul désir d'obtenir les regards de Dieu sublime. Assurément il obtiendra satisfaction » (Coran).

Cette signification du jeûne ainsi que de toutes les pratiques culturelles en Islam, est bien la signification sur laquelle le Ministère des Affaires religieuses met l'accent et enseigne.

Portent préjudice à leur pays, ceux qui ne s'acquittant pas de leurs devoirs et tâches, ce qui a un effet négatif sur la production et sur l'économie nationale : ils portent préjudice par ailleurs à leur religion en insinuant qu'elle freine la production et entrave le développement.

L'on sait que nous sommes engagés dans une véritable bataille pour promouvoir le développement de notre pays. Or, le succès de nos efforts exige le déploiement de toutes nos potentialités dans tous les domaines. En tant que Musulmans, nous sommes plus que tous autres appelés à engager cette bataille de la production, parce que le dévouement, l'accomplissement des tâches d'une manière parfaite sont actes de foi.

Aujourd'hui nous remarquons avec regret que cette signification s'est un peu estompée des esprits de certaines gens qui saisissent mal le sens des obligations.

Elles n'y voient que l'aspect matériel qui consiste à se priver de nourriture et de boisson le jour, et, la nuit venue, ils s'offrent des festins puis veillent souvent jusqu'à l'aube. Ils se réveillent tard, énervés, de mauvaise humeur, sans enthousiasme.

siasme pour accomplir leurs devoirs, facilement irritables à la moindre occasion.

Tous ces comportements font partie, selon eux, de la nature du jeûne et en sont la conséquence.

★ Mois de piété et de recueillement le Ramadhan doit-il demeurer pour certains une période de relâchement dans l'effort et le travail à cette étape cruciale de notre développement ?

— La bonne action inspirée par la véritable foi, confère récompense à celui qui l'accomplit en tout temps. Pendant le mois de Ramadhan, cette récompense est multipliée. Nos ancêtres, les premiers Musulmans, ont pu malgré les privations et la dureté du climat, atteindre la plupart de leurs victoires au cours de ce mois béni.

Ils ne considéraient pas ce mois uniquement comme un mois de privations et d'interdits, ils estimaient qu'il était une occasion solennelle pour renouveler leurs engagements envers Dieu, et combattre pour sa cause. C'est pourquoi ils ont gagné la grâce ici-bas et dans l'au-delà. Le ministère des Affaires religieuses dans les mosquées, à la radio et télévision, par la voix de ses prédicateurs ou au cours des colloques et séminaires nationaux religieux par les docteurs de la foi, travaille à renforcer la conscience islamique de nos masses et fidèles et leur faire saisir que le mois de Ramadhan est mois de piété et de travail, non un mois de relâchement et de farniente.

★ Le regain d'intérêt que suscite l'Islam aujourd'hui dans le monde appelle à une revivification des sciences religieuses. Quel est l'apport de notre pays dans cette perspective ?

L'Algérie est aujourd'hui à l'avant-garde des pays qui participent effectivement à l'action destinée à conforter et à rationaliser le réveil de l'Islam. Elle s'efforce de lui conférer un visage rayonnant original. De nombreux facteurs objectifs l'ont prédisposée à cette mission.

1) L'Algérie a en effet un long passé dans ce domaine ; elle a participé depuis toujours au développement et à l'enrichissement des sciences religieuses grâce à la foi, à la volonté et à la profondeur des analyses et études de ses enfants.

2) L'Algérie s'est toujours attachée à une saine conception de la doctrine islamique. Les docteurs et Oulémas depuis les plus anciennes générations depuis El Maghili jusqu'à nos jours et à Ibn Badis, ont combattu tout ce qui est contraire à la vie libre et digne. Notamment contre le sous-dévelop-

pement intellectuel et contre les hérésies, ils ont enseigné au peuple les vérités de sa religion déduites de leurs sources, le Coran et la Souna.

3) L'Algérie a prouvé au cours de cette étape florissante de son histoire de l'ère de la liberté et de la construction qu'elle est plus que jamais attachée à sa foi et aux principes de sa religion. Elle déploie ses efforts en vue de promouvoir une société saine équilibrée qui épouse son époque en toute conscience, mais dans le cadre de sa religion et de son identité notre renaissance — notre nahda — est intégrale matérielle et spirituelle. La nécessité de ne pas sous-estimer l'aspect spirituel est évidente puisque l'Algérie ne cesse d'ouvrir et d'inaugurer des institutions et établissements scientifiques islamiques modernes, tels l'Université Emir Abdelkader pour les sciences islamiques et autres dans les différentes parties du pays, les instituts de formation pour cadres religieux, les mosquées, médersas coraniques et centres culturels islamiques. En outre, elle organise sans discontinuer les séminaires de la pensée islamique, séminaires universels qui ont fait de l'Algérie un centre mondial pour les études islamiques ; études qui traitent de tous les problèmes qui intéressent le présent et l'avenir des Musulmans, et dont le volume et la profondeur s'enrichissent d'un séminaire à l'autre.

★ Nos jeunes sont avides d'une connaissance et d'une compréhension authentique de l'Islam. Comment y répondre pour faire face à l'invasion culturelle étrangère ?

— La jeunesse d'une manière générale subit dans une grande mesure l'état de civilisation du peuple dont elle fait partie. Cependant, par nature, elle penche vers l'imitation et recherche un modèle de vie tout fait. Ce modèle s'il n'existe pas au sein de son milieu et dans l'héritage de son peuple, la jeunesse le recherche obligatoirement ailleurs.

Pour ce qui est de la jeunesse algérienne, on peut dire en toute satisfaction qu'elle est foncièrement saine parce que sa personnalité est à l'image de la personnalité de notre peuple, animé depuis toujours, depuis l'aube de l'histoire, de l'esprit d'indépendance, elle est rebelle à toute doctrine, à toute orientation ou idéologie qui n'est pas tirée de sa religion, son histoire et son identité.

Notre jeunesse possède en outre un patrimoine scientifique original qui s'enrichit de jour en jour. Elle n'a aucun besoin de rechercher ses nourritures intellectuelles et spirituelles chez d'autres.

PARIS

MESSAGE du Cheikh Abbas recteur de l'Institut musulman

Mon frère musulman,
Ma sœur musulmane,
A tous les croyants,

Je vous salue au nom de l'Islam, que la paix soit sur vous.

Nous voici au premier jour du Ramadhan, mois de pureté, de recueillement et de bénédiction.

Nous voici appelés à jeûner ses jours et à veiller des nuits.

Le Ramadhan comme les autres rites religieux rapproche de Dieu par la purification de l'âme et du corps et par le respect de la morale afin que le musulman devienne dans sa conduite, dans son comportement, dans sa morale comme un ange sur la terre de tout mal, éloigné de toute injustice et dépouillé, fuyant toute turpitude manifeste ou secrète.

Cher frère, sache que des bienfaits de ce mois, il y a le renouvellement des énergies physiques, un affranchissement des aspects matériels et une purification de l'esprit de toute action ou pensée mauvaise.

Il est rapporté que le Prophète a dit qu'à la veille du mois de Ramadhan, les diables sont enchaînés, les portes du paradis sont ouvertes celles de l'Enfer fermées.

Le jeûne procure à l'homme une protection pour sa foi contre la faiblesse le relâchement et contre les forces du mal et de l'injustice.

Cher frère et chère sœur en Islam

le jeûne renouvelle et réaffirme votre volonté en vous débarassant des penchants animaux serviles et en vous élevant au niveau de la noblesse humaine.

Il est demandé à tout musulman au cours de ce mois de jeûne de s'abstenir de tout mal, de tout acte ou parole nuisible ou repréhensible, comme la médisance, l'insulte, le mensonge, car celui qui ne délaisse pas les mauvais propos et les actions qui s'y rapportent, n'a nul besoin de se priver de nourriture et de boisson.

Le jeûne est donc une disci-

pline spirituelle que nous pratiquons pendant un nombre limité de jours afin qu'à son achèvement nous puissions aiguïser notre volonté à résister aux attractions terrestres et aux courants passionnels.

De même que le jeûne nous oblige à nous rendre compte de notre faiblesse, de nos instincts et de nos désirs, il nous apprend à bien parfaire notre comportement vis-à-vis d'autrui. Le jeûne ne doit pas être une occasion de gêne et de perturbation pour les autres, la nuit comme le jour vis-à-vis des corréligionnaires ou vis-à-vis des autres.

Les bienfaits du jeûne doivent marquer notre comportement et notre attitude afin d'être exemplaire.

Le mois du jeûne c'est le mois du Coran, c'est-à-dire du repentir, du pardon, de la tolérance et toutes ces vertus qui nous sont nécessaires dans la société au sein de laquelle nous vivons.

A cette occasion, je m'adresse également à toutes les communautés de France pour lui demander de bien comprendre l'Islam et les musulmans, lui demander de se joindre à nous dans notre cheminement spirituel afin de savoir que l'Islam est une religion positive qui protège et préserve, qui ne menace en rien. C'est une religion de clémence, d'amour, de tolérance, de bonne parole et de bienfaisance.

Tout extrémisme, tout fanatisme est étranger à l'Islam lequel ne comporte aucun sectarisme et aucun racisme.

Nous demandons donc que de part et d'autre les mains se tendent, les cœurs s'ouvrent avec pureté et franchise afin de construire une société de justice, d'amour et de fraternité.

Chers fidèles, chers croyants, Que Dieu guide vos pas et vous assiste dans votre jeûne, qu'il vous exhorte à l'accomplissement de vos obligations religieuses de la meilleure manière.

ACTIVITES de l'Institut musulman

L'Institut Musulman de la Mosquée de Paris invite tous les musulmans à participer à ses activités durant le mois sacré du Ramadhan et notamment aux conférences suivantes.

CONFERENCIER	DATE ET HEURE	THEME DE LA CONFERENCE
Professeur Larbi KECHAT	Vendredi 31/5/85 à 18 h 15	La notion d'adoration dans l'Islam
Docteur Abdelghani ALANI	Vendredi 7/6/85 à 18 h 15	Les arts islamiques, la calligraphie arabe à travers l'espace-temps.
Docteur Rais HOCINE	Vendredi 14/6/85 à 18 h 15	Le Coran, la dernière mission divine

RAMADHAN

Jeûner au quotidien

L'usine et ses cadences :

Le chantier et la pénibilité du travail;

En cette période sacrée de Ramadhan, les travailleurs émigrés ne sont pas moins présents à leurs postes de travail, ceux du moins qui ne sont pas

frappés par les effets sélectifs de « la crise », cette crise qui les touchent, eux les premiers, et de plein fouet !

En dépit de ces contingences, le Ramadhan, pour tous ces travailleurs, membres de la communauté musulmane, est

un moyen de communier ensemble et de vivre — pleinement si possible — leur foi et leur culture islamique, en terre d'exil.

Dans le reportage photographique qui suit, notre reporter s'est

rendu chez une famille algérienne, habitant à la Courneuve dans « la cité des 4 000 ».

La Salat du Maghrib, le repas familial puis la veillée prolongée tard autour d'un verre de thé à la

menthe, alors que pour les plus jeunes, l'attention est captée par les émissions de la télévision ; voilà des moments privilégiés qui « adoucissent » autant que faire se peut l'amertume de l'exil.

**Reportage photographique :
Maamar
BOUKERROU**



DEVELOPPEMENT

FONDS INTERNATIONAL
DE L'AGRICULTURE

La provocation américaine

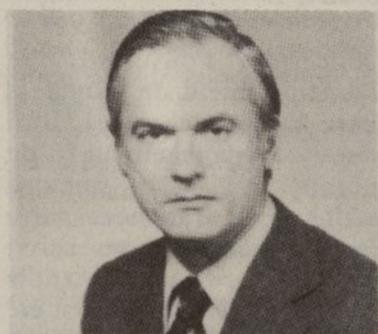
En décidant de faire l'impasse
sur sa propre contribution financière
au sein du FIDA
les USA provoquent une crise sérieuse

UNE crise sérieuse a été provoquée par les Etats-Unis, il y a quelques jours, au sein du Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA), dernier organisme créé par les Nations-unies (en 1977), sans doute l'un des plus efficaces dans la lutte contre la pénurie alimentaire, et dont le président n'est autre que l'Algérien Idriss El-Djazairy.

Au cours de la huitième réunion de consultation sur la deuxième reconstitution de fonds du FIDA, tenue les 16 et 17 mai à son siège à Rome, où chaque pays donateur était venu avec l'intention d'annoncer le montant de sa contribution, la délégation américaine a annoncé, à la surprise générale, que telle n'était pas son intention, provoquant la suspension des travaux.

Estimant qu'il convenait pas de ne pas dramatiser cette crise, le président du FIDA M. Idriss El-Djazairy a déclaré qu'il fallait plutôt « voir les points positifs acquis : dix-neuf pays membres de la catégorie I (OCDE) sont prêts à participer au refinancement ainsi que ceux de la catégorie II (OPEP) ». « Nous sommes, a-t-il ajouté, donc proches du but et tout dépend des nouveaux efforts qui seront faits pour parvenir à un consensus général ».

Les Etats-Unis avaient déjà annoncé qu'ils refusaient la solution de compromis, négociée en février dernier.



Idriss El-Djazairy

Celle-ci établissait les bases des contributions des pays des catégories I et II sous forme de quatre fourchettes dont le montant variait entre 500 et 600 millions de dollars, pour la période 1985-1987, et prévoyait une répartition des contributions de l'ordre de 60/40 entre les pays de l'OCDE et ceux de l'OPEP.

Les Etats-Unis sont arrivés à cette dernière réunion sans laisser prévoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce compromis. Ils veulent que la répartition initiale soit changée, ce qui signifie cinq à six millions de dollars de moins pris en charge par les pays de l'OCDE et en plus par les pays de l'OPEP.

Depuis sa création en 1977, le FIDA a investi deux milliards de dollars dans 164 projets répartis dans 85 pays. Cet organisme fonctionne grâce à des contributions renouvelées tous les trois ans. Cette fois, le financement envisagé était de 600 millions de dollars, soit 240 millions pour les pays de l'OPEP et 360 millions pour ceux de l'OCDE.

Cette crise, qui met une fois de plus en question la survie du FIDA témoigne de la nécessité de trouver des moyens de financement plus stables. En effet, le FIDA vit actuellement grâce à des



DR



La lutte contre la pénurie alimentaire.

contributions anticipées de 60 millions de dollars, dont la moitié bien de la catégorie III, c'est-à-dire des pays du tiers monde, et en particulier de treize nations considérées comme les plus pauvres de la planète.

Dernièrement, le bureau exécutif devait examiner un programme d'aides spéciales aux vingt pays au sud du

Sahara, victimes de la sécheresse, d'un montant de 300 millions de dollars sur trois ans. Comment y arriver si des pays tels que les Etats-Unis notamment se défilent, remettent en cause leur contribution ? Les plus riches continuent à s'enrichir, les plus pauvres meurent de famine...

C.H.

EMPRUNT

700 millions de dollars pour la BEA

La BEA emprunte 700 millions de dollars
pour financer des programmes de
développement économiques et sociaux.

LA Banque extérieure d'Algérie a conclu, le 20 mai, à Paris, deux accords d'emprunt d'un montant global de 700 millions de dollars. La BEA a profité de ces conditions très avantageuses qui règnent sur le marché international. Elle destine cet emprunt au financement de programmes de développement économiques et sociaux dans les meilleures conditions, étant donné que les conditions favorables dans lesquelles il a été réalisé permettront de réduire d'autant les coûts des crédits extérieurs.

Incidentement, la facilité avec laquelle la BEA a conclu cet emprunt prouve la crédibilité de notre pays auprès des institutions et des organismes financiers internationaux. L'ambassadeur d'Algérie en France, M. Abdelhamid Mehri s'en est d'ailleurs félicité à l'issue de la signature des deux accords.

M. Habib Hakiki, le directeur général de la Banque extérieure d'Algérie a abondé dans ce sens. Tout en insistant sur le rôle positif joué par les partenaires pour la conclusion de ces accords, il a fait remarquer que ceux-ci ont été facilités par le fait que « l'Algérie est parvenue à respecter les équilibres financiers essentiels » grâce à « une gestion rigoureuse de ses ressources ».

Le premier accord passé par la BEA concerne un prêt syndiqué de 50 milliards de yen (200 millions de dollars) conclu avec un groupement bancaire d'une cinquantaine de banques à majorité japonaises. Le second porte sur une convention d'émissions obligataires de 500 millions de dollars à taux flottant conclu avec un ensemble de banques internationales et d'institutions financières.

INCENDIES DE FORÊTS

mieux vaut prévenir... QUE GUERIR

Les incendies de forêt, constituent une catastrophe pour les pays de la rive nord de la Méditerranée, et sont une véritable calamité pour notre pays. Aussi, la prévention est devenue le souci principal des autorités. Cependant, elle ne peut être efficace sans la collaboration de tous.

D EPUIS les terribles incendies qui ont ravagé les forêts algériennes au cours des trois dernières années, la prévention est devenue la règle. De plus en plus tôt et de mieux en mieux élaborée, des plans de lutte sont mis au point dans toutes les régions exposées.

Rien de plus normal, les incendies de forêt, qui constituent une catastrophe pour les pays de la rive nord de la Méditerranée, sont une véritable calamité pour notre pays. Le peu de forêts qui a échappé aux bombardements au napalm de l'armée française pendant la guerre de libération nationale risque, en effet, de partir, si on peut dire, en fumée par la faute de fumeurs imprudents ou d'agriculteurs contrôlant mal l'écobuage avec toutes les conséquences que l'on sait. Un comble pour un pays qui consent d'énormes efforts pour le reboisement.

Cette année, la pluviométrie a été relativement correcte, ce qui pourrait réduire les risques d'incendie. Néanmoins, la plupart des wilayas concernées ont déjà rendu public leur plan de prévention et de lutte contre les incendies.

Ainsi la wilaya d'Aïn-Témouchent qui, possède sur son territoire 19 485 hectares de forêts mettra en place tout prochainement un important dispositif technique destiné à prévenir, voire à éviter, tout risque d'incendie. Ce dispositif prévoit l'installation de cinq postes

de vigie à des endroits particulièrement sensibles, ainsi que la constitution de plusieurs brigades mobiles chargées de surveiller en permanence ces postes.

En outre, plusieurs engins lourds seront mobilisés en permanence pour intervenir, en cas de besoin. De cette manière, les autorités de la wilaya espèrent accentuer la régression des feux de forêts qui n'ont détruit que 5 hectares en 1984 contre 23 en 1983.

RESEAU RADIO A AIN-DEFLA

Dans la zone d'Aïn-Defla, le « plan feux de forêts » a été adopté au début de la semaine dernière. Un plan énergique qui porte sur la période allant du 1^{er} mai au 31 octobre.

Il faut dire que des mesures énergiques sont nécessaires car cette région du Zaccar qui possède un important patrimoine forestier : 139 259 hectares de forêts à forte densité (6 000 à 20 000 sujets à l'hectare). En outre, le relief très accidenté complique les choses, de même d'ailleurs que la forte inflammabilité des essences, en majorité des pins d'Alep.

Premier volet du plan anti-feux de forêts mis en place par les autorités de la wilaya : l'information et la sensibilisation de la population.

Le deuxième volet

concerne l'ouverture et l'aménagement de tranchées pare-feu et de pistes ainsi que l'aménagement de points. Ainsi quelque 900 km de tranchées pare-feux ont été ouvertes suivies de 147 km de pistes, tandis que sept points d'eau ont été aménagés.

Le troisième volet du plan consiste en un dispositif de surveillance constitué par un réseau radio. Ce réseau comprend une station principale installée au chef-lieu de wilaya, trois stations secondaires installées dans les dairas de Djelida, Miliana et El Attaf et huit brigades mobiles équipées de radios et de matériel de première intervention. L'efficacité du réseau radio est assurée par un relais installé sur le pic du Djebel Zaccar, à 1532 mètres d'altitude, qui couvre la presque totalité du territoire de la wilaya.

La surveillance des forêts est également assurée par 18 postes de vigie équipés de moyens de transmissions radio.

Dernier, et non des moindres, observateur : l'aéro-club de Chlef qui a reçu une subvention pour participer à la surveillance aérienne du massif forestier.

EXERCICES « A BLANC » A BLIDA

Le dernier volet du plan consiste en la création d'un

P.C. unique qui regroupe des représentants de la protection civile et ceux de la sous-direction des forêts.

Dans la région de Blida, elle aussi très sensible du fait de l'importance de son patrimoine forestier (notamment dans le massif de Chréa), des réunions à ce sujet ont eu lieu sous la présidence du wali, M. Abdesslem Benslimane.

« S'agissant d'une question de prévention et d'alerte, l'effort et la participation de tout le monde doivent être conjugués, et il faut faire en sorte que le feu soit l'affaire de tous et que le citoyen fasse preuve de civisme », a notamment déclaré M. Benslimane. En conséquence de quoi, il a demandé aux chefs de daïra de relancer les comités de riverains (quartiers, domaines autogérés, etc.)

Les services de la protection civile et des secours et de l'environnement restent cependant les mieux qualifiés pour lutter contre les feux de forêts.

Le Wali leur a demandé non seulement de mettre au point un plan d'intervention, mais également de faire de temps à autre des exercices « à blanc », afin de tester leurs capacités. Il leur a également demandé de s'occuper de la formation des personnes susceptibles d'intervenir aux côtés de leurs équipes de secours.

M. Benslimane a, enfin, souhaité que le bulletin d'intervention du dispositif anti-feux soit diffusé tous les jours à partir de 18 h, afin que toute la population soit bien informée.

TOUS LES MOYENS A CHERCHELL

A Cherchell, ce sont tous les moyens existant qui seront mobilisés en cas de feux de forêts. C'est ce qui a été décidé après la formation, récemment, des comités opérationnels, des communes et dairas de la wilaya de Cherchell. Ces comités opérationnels, qui sont chargés de la prévention et de la

lutte contre les incendies, fonctionnent en étroite collaboration avec les services des forêts et de l'environnement et la protection civile.

En cas de besoin, ils pourront faire appel à tous les moyens dont disposent sur place les entreprises publiques, les organismes administratifs et les domaines agricoles. Ils pourront également faire appel aux riverains des forêts.

En outre, une campagne de sensibilisation de la population et des estivants (nombreux dans cette région balnéaire très fréquentée) sera menée par les services intéressés.

C'est le moins que l'on puisse faire pour sauvegarder les 25 470 hectares de forêts du massif du Dahra rattaché à cette wilaya ; des forêts constituées en grande partie de pins d'Alep très inflammables.

LA MEILLEURE ARME : LE CIVISME

Il ne s'agit là que de quelques exemples, car toutes les wilayas du pays concernées par ce fléau ont adopté des plans anti-feux.

La prévention est devenue le souci principal des autorités. A juste raison d'ailleurs. Cependant, cette prévention ne peut être efficace sans une collaboration des riverains et des citoyens de passage. En effet, les deux causes principales des feux de forêts sont l'imprudence et la malveillance. Plutôt d'ailleurs la première que la seconde. Un mégot de cigarette non éteint, jeté d'une voiture ou un feu de camp mal surveillé, et c'est la catastrophe : des hectares de la précieuse et vulnérable couverture végétale partis en fumée, voire des hectares de vergers ou d'olivieraies.

C'est pourquoi, ce problème des feux de forêts concerne toute la population algérienne, y compris notre communauté résidant en Europe, si elle veut bénéficier de vacances agréables au pays.

A. MEZIANE

A TRAVERS LES WILAYAS

TIZI-OUZOU

Commerce et artisanat

La quinzaine économique et artisanale de la ville de Tizi-Ouzou a ouvert ses portes le 20 mai en présence des membres du conseil de coordination de la wilaya.

Organisée conjointement par la commune de Tizi Ouzou et la Chambre de commerce de la wilaya, avec la participation de quelques offices et entreprises nationaux ou régionaux, cette quinzaine regroupait traditionnellement les seuls commerçants et artisans de la région. Mais, cette année, on compte quelques exposants venus d'autres régions. Ceux-ci proposent notamment des produits de l'artisanat.

Un attrait supplémentaire pour une quinzaine qui attire toujours un nombreux public, notamment les étrangers résidant dans notre pays, tenté surtout par les bijoux en argent et corail et l'artisanat local dont la richesse est bien connue.

GHARDAIA

Le BEM fait recette

3 283 élèves (sur les 3 392 convoqués) se sont présentés aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen et du Brevet d'enseignement fondamental qui dans la wilaya de Ghardaia.

Ces épreuves se sont déroulées dans les dix centres installés à Berriane, El-Golèa, Char-daia, Guerrara et Metlili.

Par ailleurs, 5 432 élèves du cycle élémentaire classique subiront dans les prochains jours l'examen de passage à la 7^{ème} fondamentale.

Enfin, 896 candidats doivent se présenter, le 9 juin, aux épreuves du baccalauréat, dans les quatre centres prévus dans la wilaya.

Ces chiffres, en essor très sensible par rapport à l'année dernière, traduisent une augmentation générale de la fréquentation des établissements scolaires à tous les niveaux. Ainsi le directeur de l'Éducation de la wilaya a révélé que les 68 établissements scolaires qui dépendent de sa juridiction ont accueilli 29 680 élèves et qu'il attend un accroissement de la fréquentation pour l'année scolaire à venir. C'est pourquoi ses services prévoient l'ouverture de 12 nouveaux locaux pédagogiques pour le cycle moyen, la création de deux sections techniques au lycée de Béni Isguène et, en attendant la réalisation d'un lycée technique, la formation de trois sections à Ghardaia.

EL BAYADH

Danses populaires au « Pays des Aigles »

Belle (et rare) aventure pour les 18 membres de la troupe de danses populaires du Centre communal d'El-Bayadh : ils effectuent depuis le 25 mai une tournée en Albanie, ce petit pays des Balkans qu'on surnomme le « Pays des aigles ». Grand honneur également, car l'Albanie n'ouvre pas ses portes à n'importe qui.

Cette tournée entre dans le cadre des échanges culturels entre notre pays et l'Albanie. Incidemment, elle confirme la place enviable que la ville d'El-Bayadh occupe dans le domaine culturel. En effet, outre cette troupe du centre culturel qui a déjà participé au festival des danses populaires qui a eu lieu en Espagne en 1983, elle compte plusieurs compagnies de valeur ; notamment « Nadi Chabab » qui a représenté notre pays à Cuba, en France, en Syrie, au Maroc et en URSS (Moscou).

ORAN

La mouhafadha et l'émigration

Conférences sur l'émigration, visites des APC dans le cadre de la réinsertion, informations sur les possibilités d'acquiescer un logement CNEP Et sur les investissements privés, etc. : la « Semaine d'information et d'orientation sur l'émigration et la réinsertion » que compte organiser la mouhafadha d'Oran en collaboration avec le bureau de l'Amicale des Algériens en Europe, a un programme qui intéressera sûrement notre communauté vivant en Europe.

Autre information qui réjouira nos compatriotes se rendant en vacances au pays en transitant par Oran : tous les moyens matériels et humains seront mobilisés à travers l'ensemble des structures d'accueil (port et aéroport) de la wilaya d'Oran, à partir de la seconde quinzaine de juin, afin de faciliter l'arrivée des vacanciers.

ARZEW

Fin d'un bidonville

Une soixantaine de familles qui vivaient dans des habitations de fortune à l'intérieur même du périmètre de la zone pétrochimique d'Arzew ont été relogées, le 25 mai, dans le nouveau village socialiste de Djefla, près de Bethioua.

Ces familles, qui s'étaient installées indument près de l'ancienne plage des « Sablettes », n'ont rien perdu au change, au contraire, puisqu'elles se sont vu offrir des maisons neuves dans un village pourvu de toutes les commodités : école, salle de soins, antenne administrative, commerces.

L'opération de destruction de l'habitat insalubre ou de l'indue-occupation ainsi que le relogement des familles se poursuit donc pour le plus grand bien de tous.

MONDE

POLISARIO

DOUZE ANS DE LUTTE pour la liberté

LE peuple sahraoui a célébré le 20 mai dernier, sa douzième année de lutte pour l'indépendance et la dignité. En effet, le 20 mai 1973, une unité de combattants du Front Polisario conduite par le secrétaire général du Front, El Ouali Mustapha Sayed, donnait le signal de la guerre de libération, en attaquant un poste de l'armée espagnole, à El Khanga.

Rapidement, le peuple sahraoui s'identifiait avec le Front Polisario, créé exactement le 13 mai 1973. Le 27 février 1976, le président du Conseil National Sahraoui, Mohamed Ould Ziou, proclamait solennellement la création de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD). Le jour même où l'Espagne mettait fin à son administration sur le territoire.

Mais revenons brièvement sur l'historique de la lutte du peuple sahraoui.

Le Sahara occidental, un territoire grand comme la moitié de la France et riche en phosphate avait été colonisé par l'Espagne à la fin du XIX^e siècle sans que Madrid n'arrive jamais à soumettre ce peuple réputé pour ses traditions guerrières. A tel point que les Espagnols durent faire appel aux forces françaises, et notamment en 1934 et 1958, pour mater des soulèvements populaires généralisés.

Le peuple sahraoui s'organise politiquement pour la première fois en 1968 avec la création du Mouvement de Libération Sahraoui (MLS).

En 1970, Madrid transforme le Sahara Occidental en « province espagnole ».

Le temps de la décolonisation, des indépendances était pourtant arrivé. La création du Polisario et l'extension de la guerre populaire créent une formidable poussée contre l'occupant espagnol. La dernière période de cette colonisation espagnole est marquée par deux faits significatifs. En premier lieu les capacités militaires du Front Polisario, qui soutenait d'importants engagements contre de grosses unités espagnoles. Ensuite, comme l'a constaté une mission de l'ONU en juin 1975, « le Front Polisario, qui était considéré comme clandestin jusqu'à présent est apparu comme la force politique dominante dans le territoire ». Autant dire que l'Espagne était accusée à un choix : engager une guerre totale à l'image de la France en Algérie (ou des Portugais en Afrique), ce qui n'était guère envisageable à l'époque, ou bien se retirer. Ce qu'elle fut contrainte de faire en 1976.

Mais alors que l'Espagne devait organiser un référendum d'autodétermination sous contrôle de l'ONU, elle signe un accord tripartite avec le Maroc et la Mauritanie par lequel ces deux pays se partagent le Sahara Occidental au mépris des engagements pris par l'Espagne devant l'ONU et les Sahraouis eux-mêmes.

Trahison espagnole et invasion marocaine se concrétisent par les garnisons espagnoles livrées, intactes, une par une, aux forces marocaines qui ont perpétré, un des plus sanglants épisodes de leur invasion, en bombardant le camp d'Oum Dreiga, où sont cantonnés des milliers de réfugiés.

L'Espagne ayant mis fin à son administration, un vide juridique était créé. Qui devait exercer la souveraineté sur le Sahara Occidental ? Le peuple sahraoui était seul fondé à le faire. Ainsi naquit la RASD.

Au niveau international, dès 1966 pourtant, et toutes les années qui suivirent, l'Assemblée Générale des Nations-Unies décide et réitère que le peuple sahraoui a droit à l'autodétermination.

Les pays voisins du Sahara Occidental, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie avaient dès ces années-là milité âprement pour l'application de la décision de l'ONU, réaffirmant leur soutien à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple sahraoui, cela lors des sommets tripartites de Nouadhibou (Mauritanie), Agadir (Maroc) et Tlemcen (Algérie).

FIDÈLE À SES PRINCIPES

L'entente était parfaite jusqu'en 1974, lorsque le Maroc et la Mauritanie « tournent casaque », revendiquent le Sahara Occidental, puis passent un accord secret pour se partager le territoire. Quant à l'Algérie, fidèle à ses principes, elle continue la bataille dans les instances internationales pour faire appliquer le droit des populations sahraouies à

● *Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire « Afrique-Asie » rapporte que les services secrets israéliens (Mossad) ont décidé d'envoyer une nouvelle équipe d'agents au Maroc en vue d'apporter une plus grande contribution à la guerre que mène la monarchie contre le peuple combattant sahraoui. Selon certaines estimations publiées par la presse américaine, indique encore « Afrique-Asie », le nombre des agents du Mossad au Maroc s'élève à l'heure actuelle à plus de cinquante sans parler des « experts » et « techniciens » militaires qui aident les Forces armées marocaines (F.A.R.).*

l'autodétermination et soutien le Front Polisario, Front pour la libération de la Saguiat El-Hamra et du Rio-de-Oro.

Les Algériens qui ont toujours fait une nette distinction entre les « presides » (enclaves) espagnols de Ceuta et Melilla, partie intégrante du territoire marocain, et le Sahara Occidental, n'ont cessé de souligner que leur position est simple, qu'elle n'a jamais variée et qu'elle repose sur un certain nombre de principes.

D'abord, l'Algérie n'a aucune revendication sur ce territoire, mais elle est intéressée par sa décolonisation, ne serait-ce que parce qu'elle a une frontière commune avec lui. Ensuite, le principe du droit à l'autodétermination doit être respecté, d'autant plus qu'il est lié au respect des textes adoptés par les organisations internationales, et régionales (ONU et OUA). Depuis la Mauritanie s'est retirée, avec sagesse, du Sahara Occidental et a conclu un traité de paix avec le Front Polisario en 1978. Reste le Maroc toujours en guerre.

La RASD reconnue par 26 pays africains est admise comme membre à part entière de l'OUA, en février 1982, à Addis Abeba. Au plan international, la République Sahraouie est reconnue par 62 pays, le dernier en date étant le Brésil, et entretient des relations avec plus de 100 Etats.

L'armée de libération sahraouie contrôle plus des deux tiers du territoire, malgré la stratégie des « murs » mise en œuvre par Rabat.

Dans les camps de réfugiés, l'enseignement, les soins, l'éducation sont généralisés et organisés efficacement. Quand le Maroc, qui demeure plus isolé que jamais, comprendra-t-il qu'il ne peut nier l'existence du peuple sahraoui, du Polisario et de la RASD, et que la négociation directe est, pour lui, le seul moyen de mettre fin aux souffrances des deux peuples, dans cette guerre fratricide ? Si un colonisateur en a remplacé un autre, au Sahara Occidental, un peuple s'est forgé, un sentiment national s'est renforcé qui impose la justesse de sa cause.

Chérif HARBI

LIBAN

LES MENSONGES DE L'OCCIDENT

Il faut démystifier l'intoxication
pratiquée par la presse à propos
de la situation au Liban...

La situation tragique dans laquelle se trouvent les habitants du Sud-Liban donne matière en France, actuellement, à une campagne singulièrement sélective et partielle. Dans la plupart des milieux de ce pays, et plus particulièrement la presse, on occulte la responsabilité première de cette situation, c'est-à-dire la politique israélienne de « poignée de fer », de répression dans la région.

Cela accentue le silence qui couvre le sort non moins tragique des populations palestiniennes sous occupation israélienne : plus d'un million et demi d'habitants en Cisjordanie, plus de 600 000 personnes dans la bande de Gaza, la Palestine occupée par l'armée israélienne depuis juin 1967, sans oublier le Golan en 1973, un morceau de la Syrie.

Aussi, faut-il, brièvement, démystifier l'intoxication pratiquée par la presse à propos des derniers développements de la situation au Liban et rappeler tout d'abord que c'est avec la complicité de l'Occident qu'Israël, « Etat » colon de naissance s'est étendu à l'ensemble de la Palestine (Cisjordanie et Gaza en 1967 et une partie de la Syrie (le Golan, en 1973).

Avec la complicité totale de l'Occident, le sionisme a fait du peuple de la Pales-

tine, un peuple de réfugiés, un peuple prétendu « apatride ».

En envahissant le Liban pour poursuivre toujours le peuple martyr et résistant de la Palestine, les sionistes se sont embourbés dans une situation qu'ils n'avaient pas prévue. En forçant l'armée israélienne à se retirer d'abord de Beyrouth puis du Chouf et maintenant de Saïda, la résistance libano-palestinienne montre la voie de la libération.

La presse occidentale ne l'a pas fait ressortir, mais ce sont bien les combattants libanais et palestiniens qui ont contraint les Israéliens à se retirer de Saïda, le 16 février dernier.

Autres évidences occultées par les mensonges de la presse occidentale, en France notamment : on appelle systématiquement « résistance chiite » la levée en masse de tout un peuple contre l'invasion sioniste, comme si seulement l'une des communautés du Liban se battait. D'une part, on attribue le nom de « chrétiens » aux seuls « phalangistes ». Ceux-ci voudraient le partage du Liban en plusieurs cantons confessionnels, non parce qu'ils sont chrétiens mais parce que les phalangistes sont réactionnaires, alliés de l'impérialisme et du sionisme, depuis 1943, au Liban.

La presse occidentale omet de dire qu'au Liban il y a aussi des chrétiens progressistes et révolutionnaires. Par contre, elle « matraque » systématiquement par affirmations fausses quant à l'opposition des Libanais aux Palestiniens. Ce sont les phalangistes que l'on fait toujours parler. Le peuple libanais, depuis le début de la guerre civile en 1975 et surtout depuis l'invasion sioniste de 1982, comprend de mieux en mieux ce qu'a subi le peuple palestinien depuis 1947.

LE CADEAU DE L'IMPERIALISME

En vérité, le projet confessionnel au Liban, « cadeau » de l'impérialisme français de l'époque, a été parallèle au projet sioniste en Israël, « cadeau » celui-là de l'impérialisme britannique.

Aujourd'hui le sud-Liban est devenu un des centres de la Résistance. Il fut historiquement le berceau de la résistance contre l'empire ottoman qui l'a occupé, et contre les colonialismes britannique et français, puis contre le sionisme depuis 1948.

Quelques points d'histoire rappellent ce que subirent les habitants du Sud-Liban. Le congrès sioniste tenu en Allemagne, en avril 1901, déclara que le sionisme devait s'emparer des terres entourant la Palestine et les coloniser.

Le rapport présenté par l'organisation sioniste à la Conférence de la paix, tenue à Paris en 1919, a réclamé que les frontières de la Palestine sous mandat britannique soient élargies jusqu'au fleuve Litani.

En 1923, les occupants français et britanniques conclurent un accord arrachant au Liban 17 localités qui furent livrées plus tard aux colons sionistes. Ce sont là certains points qu'il était nécessaire de rappeler à un moment où, avec les événements du Sud-Liban, on tente d'occulter les véritables origines du problème par une pratique de l'amalgame, de la déformation, de mensonges permanents alors qu'il est clair, maintenant pour tous, qu'Israël est l'agresseur, militariste et expansionniste. Cette clarté ne s'accompagne pas d'une condamnation unanime parce qu'il s'agit du peuple arabe, palestinien et libanais.

Cherif HARBI

En bref...

● Israël a entrepris d'ériger une véritable « ligne Challe » le long de sa frontière avec le Liban. La barrière munie de projecteurs et d'équipements de détection électronique s'étendra sur 85 km et son coût a été estimé à 170 millions de dollars.

● « Amnesty International » se déclare inquiète « pour les droits et l'intégrité physique » de près de deux mille prisonniers des camps sionistes dans le Sud-Liban et dans les prisons situées au-delà de la ligne d'armistice et rappelle que le statut de prisonniers de guerre est refusé à ces personnes qui n'ont pu communiquer avec leurs avocats.

Dans un texte diffusé à Paris, « Amnesty International » indique que la plupart des prisonniers « sont des Libanais musulmans chiites » mais aussi « plusieurs centaines de Palestiniens ».

« Actuellement détenus, on

compte quatre femmes à la prison de Neve Tivra et 121 hommes transférés d'El-Ansar à la prison d'Atlit », ajoute le communiqué.

Demandant la libération ou le transfert de ces détenus, en conformité avec l'esprit et la lettre des conventions de Genève sur la protection des civils en temps de guerre, l'organisation souligne qu'aucune charge n'est retenue contre ces prisonniers.

● M. Edgar Pisani qui assumait depuis le 1^{er} décembre 1984 les fonctions de délégué du gouvernement et Haut Commissaire de la République Française en Nouvelle-Calédonie a été nommé le 21 mai, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie. Il aura la charge de défendre devant le parlement français le projet de loi du gouvernement portant réforme du statut du territoire actuellement sous domination française.

Aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger de Hamdan Khodja

Un témoignage courageux sur l'occupation d'Alger en 1830

LA réédition du *Miroir* dans la Collection d'Histoire décolonisée des éditions Sindbad s'inscrit dans une conjoncture marquée par un regain d'intérêt pour ce moment inaugural de la guerre de conquête qu'est la prise/perte d'Alger en 1830 tant au niveau des études historiques (*la vérité sur l'expédition d'Alger* de Amar Hamdani) qu'au niveau pictural et littéraire (*Villes d'Algérie au XIX^{ème} siècle* et *Amour et Fantasia* d'Assia Djebbar).

Dans ce contexte, la mise à la disposition d'un large public d'un texte dont il ne restait que quelques exemplaires dans de trop rares bibliothèques est une initiative notable qui peut contribuer à « décoloniser » la perception de cette période. Si les témoignages sur le débarquement de Sidi Fredj et les premières années de l'occupation d'Alger sont relativement abondants du côté français, ils sont très rares du côté algérien. En fait, on en connaît uniquement trois : une brève relation d'un imam hanafi Hadji Ahmed Effendi, le récit d'un médecin allemand de l'armée du Dey : Simon Friedrich Pfeiffer et surtout *le Miroir*, aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger de Hamdan Khodja publié en français à Paris en 1833 sur les presses de l'imprimerie Goetschy qui constitue le seul témoignage élaboré écrit par un Algérien.

L'auteur, âgé de 58 ans en 1830 est un riche propriétaire foncier de la Mitidja et un grand négociant. Ce Kouloughli, fils d'un haut fonctionnaire de la Régence fut conseiller du Dey Hussein. Surtout il est un homme de double

culture, chose exceptionnelle dans la Régence. Lettré en turc et en arabe, professeur de droit à Alger, il nous a laissé trois ouvrages ; mais il parle aussi couramment le français et l'anglais. Au cours de ses nombreux voyages en Turquie, au Machrek, en Tunisie, en Italie, en Angleterre et en France, il acquiert une ouverture d'esprit peu commune pour l'époque.

HISTOIRE SOCIALE

Le *Miroir* peut se lire au premier abord comme un

document d'histoire sociale. Toute la première partie est en effet consacrée à une description des différentes régions d'Algérie et de l'organisation politique de Beylick avant 1830. Cette description ne doit pas être sous-estimée. Malgré ses limites, pour une approche de la société algérienne au moment de la conquête, cet ouvrage est important ne serait ce que par le fait que, pour l'essentiel, nous ne disposons que de témoignages de voyageurs qui souffrent de faiblesses encore plus grandes, ce que souligne Hamdan Khodja : « Les habitants de la régence...

doivent mieux connaître leur pays que des étrangers qui sont venus le visiter et le parcourir une ou deux fois, et dont les assertions statistiques et topographiques peuvent être mises en doute... comme si je disais que je connais très bien la France pour l'avoir parcourue en diligence de Marseille à Lyon, Paris à Calais et retour, et cela en maintes fois. » Sur ce terrain, certains passages du livre présentent un intérêt particulier. Les descriptions qu'il fait de l'organisation sociale Kabyle invitent à remettre en cause les théorisations rapides sur la stagnation et l'archaïsme de la société algérienne précoloniale. L'analyse du fonctionnement du Khamessat sur les hautes plaines montre par ailleurs que l'organisation tribale et la propriété « arch » ne sont pas incompatibles avec l'existence de rapports de classe nettement différenciés.

Cette description, malgré son intérêt ne doit cependant pas être surestimée. Dans *Le Miroir*, l'Algérie nous est donnée à voir à travers l'œil d'un riche Algérois qui regarde souvent avec mépris tout ce qui n'est pas la civilisation citadine.

Surtout, l'autre n'a pas l'ambition de faire principalement œuvre d'historien : « Ce n'est pas une histoire détaillée que je présente ici, mais seulement une esquisse. » Son objectif central est de mobiliser et de manipuler informations historiques et données socio-économiques pour produire un discours cohérent dont la fonction est de dissuader l'opinion française de conquérir l'Algérie. Ainsi, l'estimation sans doute ex-

H. Khodja Le Miroir

Aperçu historique et statistique
sur la Régence d'Alger
Introduction d'A. Djeghloul



cessive de la population à 10 millions d'habitants en 1830 ou la présentation de la Mitidja comme « un pays marécageux et malsain » sont des « erreurs » nécessaires à la progression de la « démonstration » : les français doivent quitter l'Algérie dans l'intérêt des deux pays.

PAMPHLET ANTICOLONISTE

Le *Miroir* est en effet d'abord un texte de propagande destiné à sensibiliser l'opinion publique française sur les violations de la convention de capitulation et les « excès » du corps expéditionnaire français : « L'accomplissement de tant de faits arbitraires m'oblige à les faire connaître, afin que l'histoire en prenne acte, et pour montrer à la postérité comment on entendait la civilisation au dix-neuvième siècle. On nous opprime à Alger, et, si nous osons élever la voix contre ce système d'oppression, on nous exile. » Hamdan Khodja dénonce en effet la transformation des mosquées en hôpitaux, en magasins ou en églises, les spoliations dont sont victimes les Algérois, l'utilisation des ossements humains pour la fabrication du charbon, la destruction de quartiers entiers et la pratique de la guerre d'extermination que l'Armée d'Afrique expérimente lors du massacre de la tribu des Ouffia. C'est à un véritable réquisitoire que se livre en fait Hamdan Khodja dans le *Miroir* : « Dans la question d'Alger, il me serait difficile d'apercevoir un beau côté pour les natifs. Je cherche vainement les consolations pour ces peuples. Leurs intérêts sont méconnus, leurs espérances sont trompées ; pour eux point d'indulgence et point de justice. »

Pourtant, Hamdan Khodja ne prendra pas les armes contre l'occupation française. Ce citoyen lettré n'a pas la tenacité guerrière d'un Bey Ahmed, la bravoure d'un Ben Zamoum, le courage chevaleresque d'un Emir Abdelkader. Son combat contre l'arbitraire et le terrorisme d'Etat qui sévissent à Alger, il le mènera par la plume, multipliant lettres, pétitions, rap-

ports auprès des autorités centrales parisiennes.

Pour Hamdan Khodja en effet, comme pour une poignée de notables algérois ouverts sur l'Europe, la prise d'Alger par les Français, si elle est source de malheurs dans l'immédiat n'est pas un mal absolu. Elle peut être à terme un élément de renaissance et de modernisation à l'instar de l'expédition napoléonienne en Egypte, à condition, bien sûr, que la présence française soit temporaire et qu'un autre Mohamed Ali puisse émerger.

L'auteur a conscience qu'en 1830, la Régence est minée de l'intérieur et ne reçoit plus l'adhésion des Algériens : « Avant l'arrivée des Français, l'origine du désordre venait du fait que chaque deux ou trois ans, un Pacha était massacré par les Janissaires à tort ou à raison. Ces janissaires avaient nommé le dernier Pacha d'Alger ; ils avaient répondu la révolte partout ; les Algériens manifestaient leur inquiétude parce que ces janissaires exerçaient le despotisme jusque sur eux-mêmes. » Pour lui l'occupation provisoire d'Alger peut être positive. Elle peut être l'occasion de faire l'apprentissage de méthodes modernes et libérales de gouvernement : « J'ai vécu en Europe, j'ai goûté le fruit de la civilisation et je suis un de ceux qui admirent la politique qui existe dans plusieurs gouvernements. »

Dans cette perspective, la critique aussi virulente et radicale qu'elle soit de l'occupation d'Alger n'implique pas l'impossibilité de dialoguer, mais est au contraire sa condition. En effet, les exactions commises à Alger ne sont pas présentées comme le résultat d'une contradiction qui opposerait la France à l'Algérie. Si elles sont contraires aux intérêts élémentaires, vitaux des Algériens, elles sont posées dans le même temps comme contraires aux principes libéraux français et donc contraires à l'Etat français qui en est, en principe, l'incarnation. Dans ces conditions, toute la stratégie d'écriture du *Miroir* consiste à convaincre l'opinion publique et l'Etat français d'évacuer l'Algérie pour

l'honneur et dans l'intérêt de la France : « Evacuer le pays et renoncer à toute idée de conquête en établissant un gouvernement indigène libre et indépendant, comme on en avait fait un en Egypte, qui professait la même religion et suivait les mêmes usages et stipuler avec lui des traités favorables aux deux peuples. La France trouverait alors indubitablement mieux ses avantages que si Alger restait sa colonie. »

LA REVENDICATION DE L'INDEPENDANCE

Cette résistance dialoguée menée en direction des autorités françaises a suscité un certain nombre d'incompréhensions sur l'action menée par Hamdan Khodja qui a pu apparaître velléitaire et inconséquente. Une lecture sereine du *Miroir* complétée par les résultats du travail de recherche archivistique mené par l'historien Abdeljelil Temimi sur l'activité secrète de Hamdan Khodja en direction des Ottomans et des Anglais ne laissent pourtant aucun doute sur l'objectif constamment poursuivi : le départ des Français et la formation d'un Etat algérien renoué dans la mouvance ottomane. Il est symptomatique qu'il jouisse à la fois de la confiance du Bey Ahmed et l'Emir Abdelkader. Ce qui fonde la différence entre ces deux derniers et Hamdan Khodja, c'est la manière dont est pensée l'Indépendance. Si pour le Bey Ahmed, elle s'identifie à la conservation de la légitimité ottomane, si pour l'Emir Abdelkader, elle s'investit dans une nouvelle marche à l'Etat qui renoue par de nombreux aspects avec la dynamique khaldouienne, pour Hamdan Khodja elle doit s'exprimer dans les schémas de l'Etat nation moderne, tel qu'ils fonctionnent en Europe : « Les Algériens ont aussi des droits afin de jouir de la liberté et de tous les avantages dont jouissent les nations européennes », et qu'il s'agit de rendre compatibles avec les principes islamiques : « Dans le cours de

mon voyage en Europe, j'ai étudié les principes de la liberté européenne qui fait la base d'un gouvernement représentatif et républicain. J'ai trouvé que ces principes étaient semblables aux principes fondamentaux de notre législation, si ce n'est qu'il existe une différence imperceptible dans l'application ; ainsi tout homme qui aura une idée exacte des deux législations les rendra compatibles l'une avec l'autre. »

L'année 1834 marque l'échec du combat mené par Hamdan Khodja. L'ordonnance du 22 juillet qui institue le régime des « possessions françaises dans l'Afrique du Nord » sonne le glas de cette première expérience de résistance dialoguée. Là est sans doute la raison pour laquelle il ne publiera pas le second tome du *Miroir*. En 1836 il s'exile à Istanbul où il continuera jusqu'à sa mort en 1842 à plaider la cause du Bey Ahmed, mais aussi de l'Emir Abdelkader auprès des autorités Ottomanes et à tenter de leur venir en aide dans un combat qu'il sait pourtant sans espoir.

L'importance du *Miroir* réside sans doute surtout dans le fait qu'au moment où pointe la nuit coloniale, il représente l'aube de la renaissance. Il anticipe en effet sur les formes de luttes qui seront celles des élites urbaines lors de la reprise historique de la fin du 19^{ème} et début du 20^{ème} siècle ainsi que sur les modalités de leur résistance dialoguée face à l'Etat colonial. Il anticipe aussi sur la capture de la notion de nation réalisée au lendemain de la première guerre mondiale et devenue un concept stratégique à partir des années trente. Il anticipe enfin sur le problème du rapport Etat Nation — légitimité islamique qui continue à hanter la conscience maghrébine contemporaine.

Abdelkader DJEGHLOUL

* Paris, Sindbad, 1985, 319 p.
Introduction d'Abdelkader DJEGHLOUL.

● Une erreur s'est glissée dans la présentation du compte-rendu du livre de Nouredine Toualbi *Religion, Rites et Mutations* (« La Semaine » n° 133). Ce livre n'est pas le premier, mais le troisième écrit par l'auteur qui a déjà publié à la SNED *La Circoncision* et le *Sacré ambigu*.

JAMAL KHE

LE CHANTEUR se fait héraut

TENDEZ bien l'oreille, et écoutez.

Est-ce la voix de Abdelhalim Hafez ? Et si c'était plutôt Farid El Atrache... ?

Ni l'un, ni l'autre. La voix qu'égrène le haut-parleur de toute la puissance des décibels de l'amplificateur, n'est autre que celle d'un jeune algérien, Jamal Khelaïfia, que les annales du Show-biz vont inscrire dans leur livre d'or sous son patronyme d'artiste : Jamal Khe.

Retenez bien ce nom, car il y a dans la voix de l'artiste toutes les subtilités du monde vocal arabe, toutes les convergences de l'Orient et du Ponant.

L'homme, lui, s'est fait tout naturellement le héraut des causes arabes ; et tout particulièrement de la cause palestinienne.

Faut-il s'en étonner chez ce natif de Ain Beïda, venu en France poursuivre des études universitaires, et qui s'est frayé sa voie (avec « e » et avec « x ») dans le monde de la chanson ?

PREMICES A AIN BEIDA

Il faut remonter loin dans l'enfance, pour trouver les prémices de cette prédestination.

Un père mort au maquis laissera à l'enfant le souvenir impérissable de la valeur du sacrifice et la noblesse de l'engagement pour les causes justes. Quant à la terre natale, elle inoculera chez Jamal, l'amour de la patrie arabe.

Ain Beïda et sa géographie ont d'ailleurs laissé chez ce garçon un goût prononcé pour l'histoire des

peuples, d'autant que cette région aux confins de l'est algérien au climat semi-continental, et dont les manuels vantent les richesses antiques céréalicoles et pastorales, n'a vu l'incursion coloniale que vers 1842.

La colonisation achèvera de réduire à la misère les populations autochtones, celles du moins qui avaient réchappé au fil des armes des conquérants.

« Ain Beïda, raconte aujourd'hui Jamal, a été un accident de parcours pour ma famille. Nous sommes

plutôt originaires de l'extrême-sud algérien ; et c'est en allant prendre noces dans une famille du nord, que mes aïeux se sont fixés dans cette localité, il y a maintenant bien des lustres ».

Jamal raconte cette enfance faite de privations, de l'absence du père, de la difficulté d'un quotidien ponctué par les morsures de la faim et que celle l'insouciance de l'enfance atténuait les blessures.

Jamal se souvient de la mère chantant, de cette voix caractéristique des femmes du sud constantinois, quel-

que mélodie lancinante dont il a encore gravés dans la mémoire, l'air, les paroles et les gestes. La berceuse ne remplaçait pas, dans le ventre, le quignon de pain qui manquait ; elle soulignait simplement la fierté des gens qui démunis de tout, ne voulaient rien devoir à autrui.

Aujourd'hui, Jamal a gardé de ses origines la prestance du port altier, la droiture du regard, et le mot humble dans le propos, sans pour autant dans ce dernier faire violence aux convictions que l'artiste a chevillées au corps.



**Ecoutez Jamal chanter,
il interpelle la conscience
assoupie du monde
et se fait héraut des causes justes**

Pourtant le métier qu'il exerce maintenant, le monde du Show-biz qu'il est amené, profession oblige, à fréquenter, devrait l'astreindre à caresser l'univers dans le sens de la pousse.

« Que veux-tu, reconnaît-il fataliste, on ne se refait pas à mon âge » ; pour continuer tout de go, « les convictions passent avant les fausses camaraderies et les fausses amitiés ».

LA PARI DU TALENT

Il n'y a qu'à écouter son dernier « trente centimètres » (1), pour se rendre compte que Jamal n'a pas choisi la facilité pour donner à son art toutes les clés qui ouvrent largement sur le monde.

Délibérément, Jamal a pris le pari du talent ; ce dernier étant le seul « sésame » qui ouvre le cœur du public.

Ecoutez alors Ilija Aboumadi chanté par Jamal. Les « Talassim », popularisés par Abdelhalim Hafez, deviennent alors singulièrement « rétro », devant cette nouvelle version tout en tourmentes et interrogations. Ecoutez cette quête de soi, cette quête de l'homme, et le discours prend totalement des accents politiques qui interpellent l'ensemble des peuples arabes.

Ecoutez Aboukassam Chabbi, chanté par Jamal, et vous prendrez conscience que chanson et engagement n'est pas une simple équation intellectuelle. Elle est réalité, elle est interpellation des consciences.

Ne parlons pas de « Sabra et Chatila », paroles et mu-

sique de Jamal, qui avant de rendre hommage à la résistance héroïque des peuples arabes au Liban face à l'invasion barbare et sioniste, veut prendre date avec l'Histoire afin que nul n'oublie...

TITILLER LES CONSCIENCES

Jamal dont la voix et le talent font de lui un artiste prisé par le petit monde arabe de Paris, avait été invité par des amis, dont des chrétiens libanais, pour une soirée de réjouissances.

Le bruit courut vite parmi l'assistance que Jamal avait un beau brin de voix. On le sollicita. Le maître des céants, qui connaissait bien les coups de cœur de Jamal, fit des tentatives désespérées pour que l'artiste n'évoque pas Sabra et Chatila. Rien n'y fit ; et au beau milieu d'une chanson, sirupeuse comme aiment à les entendre les petites gens l'Orient arabe, Jamal entame « Sabra... ».

Les mines des convives prirent des teintes livides. Jamal avait titillé leurs consciences de repus.

L'hôte jetant un regard noir au chanteur, lui lance un « Ah ! vous les Algériens ! » qui se voulait désobligeant.

« Mais, raconte Jamal, pour moi c'était un compliment ; car il était hors question en ce qui me concernait de transiger avec mes convictions ou composer avec des gens qui voulaient à tout prix faire silence sur un crime contre le peuple arabe et contre l'humanité ».

LAMINE A.

(1) Cicatrices et brûlures.

UNIVERSITE D'ORAN - CRIDSSH

Répertoire des thèses et mémoires 1983-1984

Le Centre de Recherches et d'Information Documentaire en Sciences Sociales et Humaines de l'Université d'Oran vient de faire paraître un répertoire des thèses et mémoires en cours et soutenu par les universitaires Algériens (1983-1984).

Ce document de 156 pages, élaboré par Mme F.Z. Sai, responsable du Service d'Information sur les recherches en cours, marque une étape importante dans la mise au point d'instruments de recherche à même d'assurer un suivi cohérent des travaux universitaires de post-graduation, sur le plan de l'analyse des thèmes de recherche et sur celui de l'évaluation du rendement des structures chargées de gérer la post-graduation.

Le S.I.R.C. avait déjà publié des bilans 1962-1982 des mémoires et thèses soutenus en Sciences sociales et humaines dans les Universités d'Alger, d'Oran et de Constantine.

Ce répertoire constitue la première livraison d'une publication périodique dont l'objectif est de fournir l'information la plus complète possible sur les mémoires et thèses inscrits et soutenus au cours d'une année universitaire. Il couvre pour l'ensemble des structures universitaires algériennes les disciplines de sciences sociales et humaines prises au sens large (Agronomie, Architecture, Urbanisme, Droit, Economie, Géographie, Information, Langue, Littérature, Politique, Psychologie, Sociologie).

Chaque notice comprend les informations suivantes (nom, prénom, intitulé du mémoire ou de la thèse, nature du diplôme, lieu et date d'inscription, nom du Directeur de Recherche). Trois index (auteurs, noms propres, thèmes) facilitent l'exploitation de ce répertoire.

Pour toute information, s'adresser au C.R.I.D.S.S.H., 87-89, rue Larbi Ben M'hidi Oran.

D.A.



CENTRE CULTUREL ALGÉRIEN

171, rue de la Croix Nivert - 75015 PARIS
Tél. : 554.95.31 Métro : BOUCICAUT

Redha Chikh Bled

PEINTURES



Du 7 Juin au 30 Juin 1985

CANNES côté cinéma

Le 38^{ème} festival international du film de Cannes qui s'est tenu, cette année, du 8 au 20 mai, a été particulièrement riche en œuvres qui se proposent de donner, l'instant d'un spectacle, un moment d'évasion.

A Cannes, le tiers monde était aussi à l'affiche, timidement et avec des œuvres en rapport avec les préoccupations du développement de nos sociétés respectives.

A CANNES malgré la pluie, on persistait à rêver à un auteur, arabe celui-là, un cinéaste qui se nomme Chahine. Un ami de l'Algérie qui aura passé sa vie à gommer par l'image les bavures et autres excès d'une nation arabe piégée et dépassée par l'immensité de son espace/temps. Souvenons-nous de l'émouvant et non moins historique film, « *le Moineau* », réalisé au lendemain du désastre de la guerre de juin 67 et co-produit par l'Algérie, meurtrie dans sa chair par le défaitisme de certaines armées arabes. Chahine est l'homme de ce courage et c'est avec une appréhension certaine que nous attendions son « *Adieu, Bonaparte* », titre aux accents quelque peu magiques.

Co-produit par les ministères de la culture français et égyptien, « *Adieu, Bonaparte* » est l'histoire d'une confrontation, entre un intellectuel égyptien, secondé par son jeune frère, et le général Caffarelli, homme de science et « *symbole*, devait dire Chahine, *de cet amour que les Français de 1799 éprouvèrent pour l'Égypte* ».

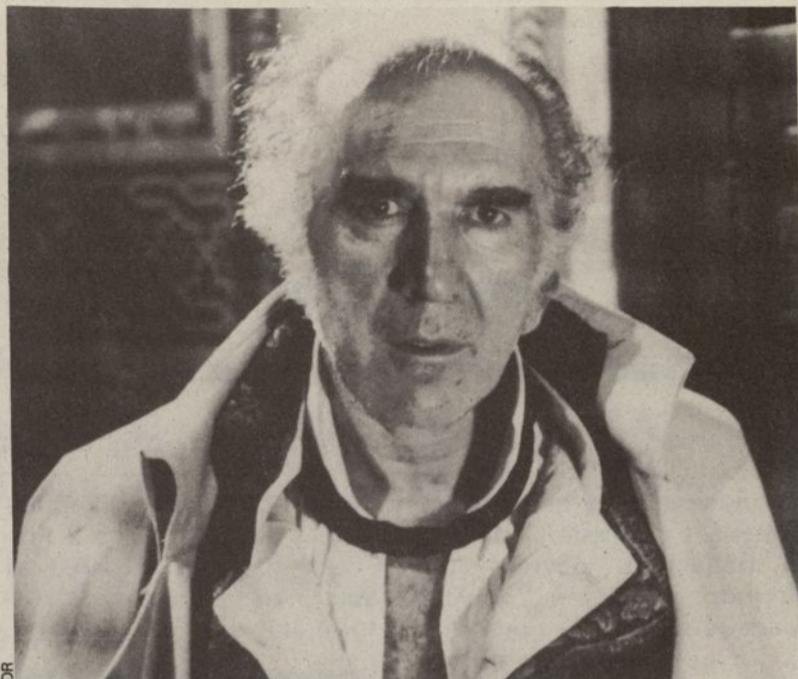
Ce film, « *Adieu, Bonaparte* » n'est donc pas l'histoire d'une expédition. Bonaparte en Égypte ne fut que prétexte pour parler de cet autre volet, le choc culturel créé nécessairement par la

folie de la colonisation, ce que l'histoire nomme « *les rêves d'empire* » de Bonaparte.

Et même si Bonaparte n'a été qu'un « *abominable dévastateur*, souligne Chahine, *il a été finalement l'un des personnages les moins importants de l'expédition. Ce sont les intellectuels parce qu'ils prennent si souvent plaisir à se mettre à plat ventre devant les conquérants, qui ont donné le rôle dominant au futur empereur en Égypte, où il a finalement abandonné ses hommes quand son rêve d'empire oriental lui a claqué entre les doigts. Au moment où il avait débarqué chez nous, il s'était trouvé à une intersection du hasard et de la nécessité. C'était juste le moment opportun. Mais ce qui a compté pour l'avenir des Égyptiens, ce n'était pas Bonaparte, c'étaient les âmes universelles et cultivées dont il avait eu l'idée lumineuse de s'entourer, des gens comme Monge ou Caffarelli.* »

Bonaparte dans sa tentative de coloniser l'Égypte, pays en droit, de l'empire ottoman, a lamentablement échoué même s'il a débarrassé le peuple égyptien des oppresseurs.

Écrit et filmé avec talent, ce film, cependant, n'a pas convaincu malgré la noblesse de son propos. Truffé de symboles et de références historiques, ce film se lit et



Michel Piccoli, alias le général Caffarelli

se réduit, pour un public non-averti, à une histoire au premier degré, d'où les réactions mitigées de la presse cannoise, logiques et non moins déplorables à l'endroit d'une œuvre, pourtant de génie.

De tout temps, l'histoire a été au centre des débats et sa représentation à l'écran a rarement été un mariage heureux, entre le point de vue de l'auteur sur le monde, exprimé par le film et les exigences idéologiques des publics.

L'histoire en représentation (ou la représentation de l'histoire) renvoie à deux impératifs pour le moins antinomiques :

La nécessité de mettre en image des fragments de l'histoire sous forme de spectacle et la vraisemblance des faits sélectionnés et donnés à voir. L'histoire du spectacle abonde d'exemples qui renvoie à cet éternel débat entre le politique et l'art. « *L'histoire officielle* », film argentin s'inscrit dans ce débat. L'Argentine en effet, sort de la longue nuit imposée par les militaires au pouvoir. Au lendemain de l'avènement de la démocratie, il fallait exorciser et donner dans un premier temps, l'image de l'Argentine, du peuple et de ses blessures. L'art a pour fonction de cicatrifier et l'auteur de « *L'histoire officielle* » présenté en compétition, entreprend de cicatrifier le

scandale qui fut silencieux. Ce film raconte l'histoire d'une blessure visible, celle des disparus sous le régime militaire. L'histoire tourne autour d'une femme, professeur d'histoire dans un lycée, la référence n'est pas gratuite, qui entreprend un voyage à l'intérieur précisément de cette blessure et commence à avoir des doutes sur l'origine de sa fille adoptive. Son mari, haut fonctionnaire sous l'ancien régime, et collaborationniste, s'inquiète de la prise de conscience de sa femme et c'est le drame.

Le miroir est brisé, mais si le cinéaste ne cache pas son amertume, son désir de tourner la page est évident en déclarant : « *La plupart d'entre nous, Argentins, avons cru n'être ni victimes, ni bourreaux. A présent nous savons que nous avons été les deux* ». « *L'histoire officielle* » a laissé là aussi un goût d'inachevé qui est peut être l'expression de la volonté du peuple à reconstruire sur les cendres, un lendemain, témoin du drame collectif de son histoire mutilée. Le jury n'a pas été insensible à cette œuvre, faite de tendresse et d'émotion, en attribuant à Norma Alexandro, la femme du fonctionnaire, le prix ex aequo, d'interprétation féminine. (...)

Moulay B.



« Le vent du Sud » de Slim Riad



« Le vent des Aurès » de Mohamed Lakhdar Hamina

CINEMA

KELTOUM

LA MERE COURAGE DU 7^e ART ALGERIEN

Elles sont au nombre de deux, nos têtes d'affiches algériennes. Elles sont une partie de notre mémoire collective. Elles sont légendes. Nous avons déjà parlé de Chafia Boudraa, la « mère-sourire » du film « Thé à la menthe » de Abdelkrim Belhou. La seconde, nous l'avons vue récemment, lors de son passage à Paris, à l'occasion du 3^e Festival du film arabe.

Comme toute grande dame qui sied à son rang, et dont le métier est d'immortaliser le temps qui passe, Keltoum a réintégré l'art algérien à un moment où l'Algérie naissait à l'art.

Le nom de Keltoum se

voit ainsi lié à la première grande aventure internationale du cinéma algérien. Keltoum surprend alors le monde du cinéma international, un soir de palmarès : Elle manqua, d'une voix, le « prix d'interprétation féminine » à Cannes, dans « Le Vent des Aurès », l'émouvant film de Mohamed Lakhdar Hamina.

Ce soir-là, sa légende prend corps. Elle est désormais la « mère courage » algérienne de l'art national.

La dame qui se voile aujourd'hui pour aller au TNA, et voit se reproduire les autres, avait 13 ans quand elle fait connaissance avec les feux de la rampe.

Elle totalise, aujourd'hui plus de 150 interprétations théâtrales, dont la dernière, à Paris, avec Patrice Chéreau.

L'élève et le produit des plus prestigieux hommes de théâtre algérien, Rachid Ksentini et Mahieddine Bachetarzi, semble aujourd'hui, entamer une traversée du désert. Car, ironie du sort, la compagne de Rouiched ne tourne pratiquement plus, depuis « les déracinés », le film de Lamine Merbah.

Keltoum la citadine, a fait, en l'espace de vingt ans, quatre ou cinq films. Elle est la première à ne pouvoir expliquer pourquoi.

Elle reste, ceci étant, disponible et très attachée à son métier, ne serait-ce que parce qu'elle sort d'une grande famille qui a consacré sa vie à l'art en dépit de toutes les difficultés.

« Je puis vous affirmer que jamais, dit-elle, nous n'avons cherché à faire fortune dans le théâtre bien au contraire, nous perdions à y être. Rachid Ksentini qui était le désintéressement même, est mort dans la misère... »

Il me semble, sans vouloir généraliser, que ce n'est plus le cas aujourd'hui... »

Moulay B.

ADHEREZ
ET PARTICIPEZ
AUX ACTIVITES DE

**L'AMICALE
DES ALGERIENS
EN EUROPE**